

Rapport financier 2011 consolidé

Exercice terminé le 31 décembre

Nom : Saguenay

Code géographique : 94068

Type d'organisme municipal : Municipalité locale

*Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire*

Québec 

Section I - États financiers consolidés

Table des matières	S5
États financiers consolidés audités	S6 - S25
Renseignements consolidés non audités	S26 - S28

Section II - Autres renseignements financiers

Table des matières	S30
Taux global de taxation réel audité	S31 - S34
Autres renseignements non audités	S35 - S57

**RAPPORT DU TRÉSORIER OU DU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER
SUR LE RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ**

Aux membres du conseil,

Je soussigné(e), Christine Tremblay ,CA , atteste la véracité du rapport financier consolidé
de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011.
(Nom de l'organisme)

Date 2012-04-24 Signature _____

Dernière modification : 2012-04-24 15:05:16

Réservé au ministère

709 635 620	22 145 061	133 237 718	1,464
-------------	------------	-------------	-------

Section I - États financiers consolidés

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
États financiers consolidés audités	
Rapport de l'auditeur indépendant	6
Rapport du vérificateur général	6.1
Renseignements complémentaires consolidés	
Informations sectorielles consolidées	
Résultats détaillés par organismes	7
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales par organismes	8
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales par organismes	9
Variation des actifs financiers nets (de la dette nette) par organismes	10
Situation financière par organismes	11
Flux de trésorerie par organismes	12
Charges par objets par organismes	13
Résultats détaillés (1)	14
Excédent (déficit) de fonctionnement à des fins fiscales (1)	15
Excédent (déficit) d'investissement à des fins fiscales (1)	16
Charges par objets (1)	17
État consolidé des résultats	18
État consolidé de la variation des actifs financiers nets (de la dette nette)	19
État consolidé de la situation financière	20
État consolidé des flux de trésorerie	21
Notes complémentaires aux états financiers consolidés	22
Autres renseignements complémentaires consolidés	
Excédent (déficit) accumulé	23
Avantages sociaux futurs	24
Endettement total net à long terme	25
Renseignements consolidés non audités	
Analyse des revenus consolidés	27
Analyse des charges consolidées	28

(1) Lorsque le rapport financier est consolidé, ces pages ne s'appliquent pas.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux membres du conseil,

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2011, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de notre audit. Nous avons effectué notre audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que nous nous conformions aux règles de déontologie et que nous planifiions et réalisions l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Opinion

À notre avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier notre opinion, nous attirons l'attention sur le fait que la Ville de Saguenay inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent de

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

l'exercice et la ventilation de l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Mallette, SENCRL CA Auditeur No de permis 10764
198 rue Racine Est, bureau 301, Chicoutimi Qc, G7H 5G7, C.P. 8360

DATE 2012-04-24

Dernière modification : 2012-04-24 15:05:16

Réservé au ministère

709 635 620	22 145 061	133 237 718	1,464
-------------	------------	-------------	-------

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit des états financiers consolidés ci-joints de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous son contrôle, qui comprennent l'état consolidé de la situation financière au 31 décembre 2011, l'état consolidé des résultats, l'état consolidé de la variation de la dette nette et l'état consolidé des flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, ainsi qu'un résumé des principales méthodes comptables et d'autres informations explicatives.

Responsabilité de la direction pour les états financiers

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle de ces états financiers consolidés conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur les états financiers consolidés, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés ne comportent pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant les montants et les informations fournis dans les états financiers consolidés. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur la préparation et la présentation fidèle des états financiers consolidés afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers consolidés.

J'estime que les éléments probants que j'ai obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, les états financiers consolidés donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière de la Ville de Saguenay et des organismes qui sont sous son contrôle au 31 décembre 2011, ainsi que des résultats de leurs activités, de la variation de leur dette nette et de leurs flux de trésorerie pour l'exercice terminé à cette date, conformément aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que la Ville de Saguenay inclut dans ses états financiers consolidés certaines informations financières qui ne sont pas exigées selon les normes comptables canadiennes pour le secteur public. Ces informations, établies conformément au modèle prescrit par le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire et présentées aux pages 8, 9, 23 et 25, portent sur l'établissement de l'excédent de l'exercice et la ventilation de

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL

l'excédent accumulé à des fins fiscales ainsi que sur l'endettement total net à long terme.

Rina Zampieri ,CA Auditeur
201 rue Racine Est, Chicoutimi Qc, G7H 5B8, C.P. 8060

DATE 2012-04-24

Dernière modification : 2012-04-24 15:05:16

Réservé au ministère

709 635 620	22 145 061	133 237 718	1,464
-------------	------------	-------------	-------

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
RÉSULTATS DÉTAILLÉS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>			
		<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Administration municipale</u>	<u>Ventilation de l'amortissement</u>	<u>Organismes contrôlés</u>	<u>Total consolidé¹</u>
Revenus							
Fonctionnement							
Taxes	1	169 766 610	175 534 164	177 259 122			177 259 122
Paiements tenant lieu de taxes	2	20 939 335	21 037 002	21 468 883			21 468 883
Quotes-parts	3					9 490 000	
Transferts	4	14 845 028	11 045 766	15 494 519		5 231 863	18 501 410
Services rendus	5	42 341 285	44 227 567	49 480 394		4 577 144	54 015 328
Imposition de droits	6	5 600 511	4 618 000	6 353 295			6 353 295
Amendes et pénalités	7	3 829 474	3 850 000	4 100 764			4 100 764
Intérêts	8	1 894 734	1 400 000	1 656 292		126 021	1 782 313
Autres revenus	9	6 637 480	4 929 237	9 570 976		2 982 297	12 553 273
	10	265 854 457	266 641 736	285 384 245		22 407 325	296 034 388
Investissement							
Taxes	11						
Quotes-parts	12						
Transferts	13	47 853 940	15 975 174	25 374 714		2 126 413	27 501 127
Autres revenus							
Contributions des promoteurs	14	1 768 960	2 817 200	3 317 350			3 317 350
Autres	15		2 000 000	781 357			781 357
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	16					(37 106)	(37 106)
	17	49 622 900	20 792 374	29 473 421		2 089 307	31 562 728
	18	315 477 357	287 434 110	314 857 666		24 496 632	327 597 116
Charges							
Administration générale	19	39 208 987	53 484 667	45 422 455	1 105 023		46 516 338
Sécurité publique	20	39 590 794	42 099 096	41 345 576	1 890 606		43 236 182
Transport	21	33 911 518	33 965 322	37 415 836	11 848 883	20 022 433	59 797 152
Hygiène du milieu	22	29 364 125	32 479 929	32 479 570	11 671 750		44 151 320
Santé et bien-être	23	1 201 917	1 350 000	1 232 232	99 043		1 331 275
Aménagement, urbanisme et développement	24	22 862 685	17 652 393	23 148 122	1 083 403	2 214 020	24 316 713
Loisirs et culture	25	29 375 035	27 229 055	28 005 739	5 442 593	111 539	33 432 661
Réseau d'électricité	26	28 853 984	31 174 619	30 660 227	943 560		31 603 787
Frais de financement	27	15 903 599	12 301 527	20 446 215		620 412	21 066 627
Amortissement des immobilisations	28	30 890 706	29 463 558	34 084 861	(34 084 861)		
	29	271 163 350	281 200 166	294 240 833		22 968 404	305 452 055
Excédent (déficit) de l'exercice	30	44 314 007	6 233 944	20 616 833		1 528 228	22 145 061

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	44 314 007	6 233 944	20 616 833	1 528 228	22 145 061	
Moins: revenus d'investissement	2	(49 622 900)	(20 792 374)	(29 473 421)	(2 089 307)	(31 562 728)	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	3	(5 308 893)	(14 558 430)	(8 856 588)	(561 079)	(9 417 667)	
CONCILIATION À DES FINS FISCALES							
<i>Ajouter (déduire)</i>							
Immobilisations							
Amortissement	4	30 890 706	29 463 558	34 084 861	2 730 635	36 815 496	
Produit de cession	5	1 569 068	600 000				
(Gain) perte sur cession	6	(1 228 302)	(600 000)		1 737	1 737	
Réduction de valeur	7						
	8	31 231 472	29 463 558	34 084 861	2 732 372	36 817 233	
Propriétés destinées à la revente							
Coût des propriétés vendues	9						
Réduction de valeur	10						
	11						
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales							
Remboursement ou produit de cession	12				434 314	434 314	
(Gain) perte sur remboursement ou sur cession	13						
Provision pour moins-value / Réduction de valeur	14			(422)	(19 666)	(20 088)	
	15			(422)	414 648	414 226	
Financement							
Financement à long terme des activités de fonctionnement	16	1 689 500	7 430 200	6 238 997		6 238 997	
Remboursement de la dette à long terme	17	(29 868 449)	(31 342 775)	(31 286 771)	(1 570 885)	(32 857 656)	
	18	(28 178 949)	(23 912 575)	(25 047 774)	(1 570 885)	(26 618 659)	
Affectations							
Activités d'investissement	19	(2 540 957)	(1 000 000)	(3 739 628)	(6 920)	(3 746 548)	
Excédent (déficit) accumulé							
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	20	95 000	400 000	3 105 350	(147 834)	2 957 516	
Excédent de fonctionnement affecté	21				558 176	558 176	
Réserves financières et fonds réservés	22	1 071 246	(1 184 528)	(984 349)	(684 144)	(1 668 493)	
Montant à pourvoir dans le futur	23	9 797 899	10 791 975	11 163 375		11 163 375	
Financement des investissements en cours	24						
	25	8 423 188	9 007 447	9 544 748	(280 722)	9 264 026	
	26	11 475 711	14 558 430	18 581 413	1 295 413	19 876 826	
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	27	6 166 818		9 724 825	734 334	10 459 159	

¹ Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
EXCÉDENT (DÉFICIT) D'INVESTISSEMENT À DES FINS FISCALES PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Réalizations 2010		Budget 2011		Réalizations 2011	
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus d'investissement	1	49 622 900	20 792 374	29 473 421	2 089 307	31 562 728
CONCILIATION À DES FINS FISCALES						
<i>Ajouter (déduire)</i>						
Immobilisations						
Acquisition						
Administration générale	2	(4 107 919)	(4 340 000)	(1 599 685)	(172 129)	(1 771 814)
Sécurité publique	3	(1 823 765)	(2 560 000)	(1 720 974)		(1 720 974)
Transport	4	(29 155 768)	(20 178 200)	(25 637 385)	(3 270 458)	(28 907 843)
Hygiène du milieu	5	(18 176 645)	(16 985 000)	(16 282 188)		(16 282 188)
Santé et bien-être	6			(11 433)		(11 433)
Aménagement, urbanisme et développement	7	(8 304 145)	(10 051 600)	(1 836 977)	(11 464)	(1 848 441)
Loisirs et culture	8	(16 418 067)	(2 461 400)	(19 650 375)		(19 650 375)
Réseau d'électricité	9	(27 732 282)	(750 000)	(8 465 579)		(8 465 579)
	10	(105 718 591)	(57 326 200)	(75 204 596)	(3 454 051)	(78 658 647)
Propriétés destinées à la revente						
Acquisition	11					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales						
Émission ou acquisition	12				(90 894)	(90 894)
Financement						
Financement à long terme des activités d'investissement	13	45 096 974	34 933 826	77 474 523	1 483 719	78 958 242
Affectations						
Activités de fonctionnement	14	2 540 957	1 000 000	3 739 628	6 920	3 746 548
Excédent accumulé						
Excédent de fonctionnement non affecté	15			2 033 205		2 033 205
Excédent de fonctionnement affecté	16				173 000	173 000
Réserves financières et fonds réservés	17	1 508 544	600 000	1 894 934	105 000	1 999 934
	18	4 049 501	1 600 000	7 667 767	284 920	7 952 687
	19	(56 572 116)	(20 792 374)	9 937 694	(1 776 306)	8 161 388
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	20	(6 949 216)		39 411 115	313 001	39 724 116

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE) PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		Réalizations 2010	Budget 2011	Réalizations 2011		Total consolidé ¹
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	
Excédent (déficit) de l'exercice	1	44 314 007	6 233 944	20 616 833	1 528 228	22 145 061
Variation des immobilisations						
Acquisition	2 (	105 718 591 ) (	57 326 200 ) (	75 204 596 ) (	3 454 051 ) (	78 658 647)
Produit de cession	3	1 569 068	600 000			
Amortissement	4	30 890 706	29 463 558	34 084 861	2 730 635	36 815 496
(Gain) perte sur cession	5	(1 228 302)	(600 000)		1 737	1 737
Réduction de valeur	6					
	7	(74 487 119)	(27 862 642)	(41 119 735)	(721 679)	(41 841 414)
Variation des propriétés destinées à la revente	8					
Variation des stocks de fournitures	9	57 584		(103 708)	(52 320)	(156 028)
Variation des autres actifs non financiers	10	2 125		(11 760)	15 128	3 368
	11	59 709		(115 468)	(37 192)	(152 660)
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(30 113 403)	(21 628 698)	(20 618 370)	769 357	(19 849 013)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13	(236 260 713)		(266 374 116)	(6 493 427)	(272 867 543)
Redressement aux exercices antérieurs	14					
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15	(236 260 713)		(266 374 116)	(6 493 427)	(272 867 543)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16	(266 374 116)		(286 992 486)	(5 724 070)	(292 716 556)

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
SITUATION FINANCIÈRE PAR ORGANISMES
AU 31 DÉCEMBRE 2011

		<u>2010</u>		<u>2011</u>	
		Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹
ACTIFS FINANCIERS					
Encaisse	1	791 173	691 322	5 364 249	6 055 571
Placements temporaires	2	956 278	511 000	1 008 249	1 519 249
Débiteurs (note 5)	3	102 315 705	101 225 648	11 142 745	112 368 393
Prêts (note 6)	4	842 799	842 795		842 795
Placements à long terme (note 7)	5	75 000	75 000	804 186	879 186
Participations dans des entreprises municipales	6			887 999	887 999
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7				
Autres actifs financiers (note 9)	8				
	9	104 980 955	103 345 765	19 207 428	122 553 193
PASSIFS					
Découvert bancaire	10	3 372 506	1 238 850		1 238 850
Emprunts temporaires	11	56 732 412	9 011 122	600 000	9 611 122
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	42 257 121	41 925 808	2 709 587	44 635 395
Revenus reportés (note 11)	13	2 965 706	2 780 389	428 064	3 208 453
Dette à long terme (note 12)	14	228 943 526	285 241 082	21 193 847	306 434 929
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	37 083 800	50 141 000		50 141 000
	16	371 355 071	390 338 251	24 931 498	415 269 749
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(266 374 116)	(286 992 486)	(5 724 070)	(292 716 556)
ACTIFS NON FINANCIERS					
Immobilisations (note 13)	18	925 961 481	967 081 216	30 450 320	997 531 536
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19				
Stocks de fournitures	20	3 504 471	3 608 179	806 755	4 414 934
Autres actifs non financiers (note 15)	21	337 199	348 959	56 747	405 706
	22	929 803 151	971 038 354	31 313 822	1 002 352 176
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	23	6 186 328	9 795 803	495 266	10 291 069
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	24	4 126 319	4 381 250	5 036 114	9 417 364
Montant à pourvoir dans le futur	25	(38 564 839)	(49 728 214)	()	(49 728 214)
Financement des investissements en cours	26	(28 936 943)	10 285 451	391 471	10 676 922
Investissement net dans les éléments à long terme	27	720 618 170	709 311 578	19 666 901	728 978 479
	28	663 429 035	684 045 868	25 589 752	709 635 620

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
FLUX DE TRÉSORERIE PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Réalizations 2011		
	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Activités de fonctionnement					
Excédent (déficit) de l'exercice	1	44 314 007	20 616 833	1 528 228	22 145 061
Éléments sans effet sur la trésorerie					
Amortissement	2	30 890 706	34 084 861	2 730 635	36 815 496
Autres					
- (Gain) perte sur cession	3	(1 228 302)		1 737	1 737
- Variation de la PPMC	4		4	(19 666)	(19 662)
	5	73 976 411	54 701 698	4 240 934	58 942 632
Variation nette des éléments hors caisse					
Débiteurs	6	(46 079 810)	1 090 057	5 016	1 095 073
Autres actifs financiers	7				
Créditeurs et charges à payer	8	1 222 847	(331 313)	(108 320)	(439 633)
Revenus reportés	9	29 064	(185 317)	(82 839)	(268 156)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	6 545 000	13 057 200		13 057 200
Propriétés destinées à la revente	11				
Stocks de fournitures	12	57 584	(103 708)	(52 320)	(156 028)
Autres actifs non financiers	13	2 125	(11 760)	15 128	3 368
	14	35 753 221	68 216 857	4 017 599	72 234 456
Activités d'investissement en immobilisations					
Acquisition	15 (	105 718 591 ) (	75 204 596 ) (	3 454 051 ) (	78 658 647)
Produit de cession	16	1 569 068			
	17	(104 149 523)	(75 204 596)	(3 454 051)	(78 658 647)
Activités de placement					
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales					
Émission ou acquisition	18 (	) (	) (	90 894 ) (	90 894)
Remboursement ou cession	19			434 314	434 314
Variation nette des placements temporaires	20				
Variation nette des autres placements à long terme	21				
	22			343 420	343 420
Activités de financement					
Émission de dettes à long terme	23	48 993 000	95 331 800	3 200 719	98 532 519
Remboursement de la dette à long terme	24 (	32 930 751 ) (	39 080 716 ) (	2 914 885 ) (	41 995 601)
Variation nette des emprunts temporaires	25	56 732 412	(47 721 290)	600 000	(47 121 290)
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	(41 317)	46 472	6 594	53 066
Autres					
-	27				
-	28				
	29	72 753 344	8 576 266	892 428	9 468 694
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	4 357 042	1 588 527	1 799 396	3 387 923
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	(5 982 097)	(1 625 055)	4 573 102	2 948 047
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice²	32	(1 625 055)	(36 528)	6 372 498	6 335 970

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

2. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**INFORMATIONS SECTORIELLES CONSOLIDÉES
CHARGES PAR OBJETS PAR ORGANISMES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		<u>Réalisations 2010</u>	<u>Budget 2011</u>	<u>Réalisations 2011</u>	<u>Total consolidé¹</u>
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale Organismes contrôlés	
Rémunération	1	78 217 712	82 353 113	83 357 111	92 129 105
Charges sociales	2	24 347 948	38 754 634	28 190 967	30 496 418
Biens et services	3	82 590 189	87 507 610	88 229 445	96 149 714
Frais de financement					
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge					
De l'organisme municipal	4	8 162 319	11 188 207	9 838 090	10 175 377
D'autres organismes municipaux	5				
Du gouvernement du Québec et ses entreprises	6	1 023 154	927 320	1 087 718	1 366 226
D'autres tiers	7				
Autres frais de financement	8	6 718 126	186 000	9 520 407	9 525 024
Contributions à des organismes					
Organismes municipaux					
Quotes-parts	9				
Autres	10	7 490 000	7 490 000	9 490 000	
Autres organismes	11	26 542 536	22 486 724	23 785 894	22 138 355
Amortissement des immobilisations	12	30 890 706	29 463 558	34 084 861	36 815 496
Autres					
- Réclamations de dommage	13	1 665 087	843 000	2 155 594	2 155 594
- PRVQ	14	3 417 784		4 215 740	4 215 740
- Autres	15	97 789		285 006	285 006
	16	271 163 350	281 200 166	294 240 833	305 452 055

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES RÉSULTATS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
Revenus				
Taxes	1	175 534 164	177 259 122	169 766 610
Paiements tenant lieu de taxes	2	21 037 002	21 468 883	20 939 335
Quotes-parts	3			
Transferts	4	32 478 740	46 002 537	68 657 742
Services rendus	5	48 867 567	54 015 328	46 817 272
Imposition de droits	6	4 618 000	6 353 295	5 600 511
Amendes et pénalités	7	3 850 000	4 100 764	3 829 474
Intérêts	8	1 412 500	1 782 313	2 027 227
Autres revenus	9	12 736 437	16 651 980	11 577 030
Quote-part dans les résultats nets d'entreprises municipales	10		(37 106)	43 348
	11	300 534 410	327 597 116	329 258 549
Charges				
Administration générale	12	55 028 695	46 516 338	40 989 216
Sécurité publique	13	43 094 642	43 236 182	41 242 054
Transport	14	56 106 536	59 797 152	57 210 633
Hygiène du milieu	15	42 205 528	44 151 320	39 280 368
Santé et bien-être	16	1 420 035	1 331 275	1 271 952
Aménagement, urbanisme et développement	17	19 042 748	24 316 713	24 131 748
Loisirs et culture	18	30 750 562	33 432 661	32 937 237
Réseau d'électricité	19	32 127 193	31 603 787	29 808 342
Frais de financement	20	12 992 527	21 066 627	16 481 562
	21	292 768 466	305 452 055	283 353 112
Excédent (déficit) de l'exercice	22	7 765 944	22 145 061	45 905 437
Excédent (déficit) accumulé au début de l'exercice	23		687 490 559	641 585 122
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	24			
Excédent (déficit) accumulé redressé au début de l'exercice	25		687 490 559	641 585 122
Excédent (déficit) accumulé à la fin de l'exercice	26		709 635 620	687 490 559

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour l'excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales, se référer aux renseignements complémentaires à la page S8.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA VARIATION DES ACTIFS FINANCIERS NETS (DE LA DETTE NETTE)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Budget 2011	Réalizations	
			2011	2010
Excédent (déficit) de l'exercice	1	7 765 944	22 145 061	45 905 437
Variation des immobilisations				
Acquisition	2 (	67 457 200 ) (	78 658 647 ) (	108 461 169)
Produit de cession	3	600 000		1 574 384
Amortissement	4	32 258 558	36 815 496	33 760 584
(Gain) perte sur cession	5	(600 000)	1 737	(872 897)
Réduction de valeur	6			
	7	(35 198 642)	(41 841 414)	(73 999 098)
Variation des propriétés destinées à la revente	8			
Variation des stocks de fournitures	9		(156 028)	14 504
Variation des autres actifs non financiers	10		3 368	(13 896)
	11		(152 660)	608
Variation des actifs financiers nets ou de la dette nette	12	(27 432 698)	(19 849 013)	(28 093 053)
Actifs financiers nets (dette nette) au début de l'exercice	13		(272 867 543)	(244 774 490)
Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	14			
Actifs financiers nets redressés (dette nette redressée) au début de l'exercice	15		(272 867 543)	(244 774 490)
Actifs financiers nets (dette nette) à la fin de l'exercice	16		(292 716 556)	(272 867 543)

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse	1	6 055 571	4 596 687
Placements temporaires	2	1 519 249	1 961 023
Débiteurs (note 5)	3	112 368 393	113 463 466
Prêts (note 6)	4	842 795	842 799
Placements à long terme (note 7)	5	879 186	1 165 834
Participations dans des entreprises municipales	6	887 999	925 105
Actif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	7		
Autres actifs financiers (note 9)	8		
	9	122 553 193	122 954 914
PASSIFS			
Découvert bancaire	10	1 238 850	3 609 663
Emprunts temporaires	11	9 611 122	56 732 412
Créditeurs et charges à payer (note 10)	12	44 635 395	45 075 028
Revenus reportés (note 11)	13	3 208 453	3 476 609
Dette à long terme (note 12)	14	306 434 929	249 844 945
Passif au titre des avantages sociaux futurs (note 8)	15	50 141 000	37 083 800
	16	415 269 749	395 822 457
ACTIFS FINANCIERS NETS (DETTE NETTE)	17	(292 716 556)	(272 867 543)
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations (note 13)	18	997 531 536	955 690 122
Propriétés destinées à la revente (note 14)	19		
Stocks de fournitures	20	4 414 934	4 258 906
Autres actifs non financiers (note 15)	21	405 706	409 074
	22	1 002 352 176	960 358 102
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ	23	709 635 620	687 490 559
Obligations contractuelles (note 16)			
Éventualités (note 17)			

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

**ÉTAT CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de l'exercice	1	22 145 061	45 905 437
Éléments sans effet sur la trésorerie			
Amortissement	2	36 815 496	33 760 584
Autres			
- (Gain) perte sur cession	3	1 737	(872 897)
- Variation de la PPMC	4	(19 662)	151 626
	5	58 942 632	78 944 750
Variation nette des éléments hors caisse			
Débiteurs	6	1 095 073	(48 295 537)
Autres actifs financiers	7		
Créditeurs et charges à payer	8	(439 633)	507 699
Revenus reportés	9	(268 156)	(2 069)
Actif / passif au titre des avantages sociaux futurs	10	13 057 200	6 545 000
Propriétés destinées à la revente	11		
Stocks de fournitures	12	(156 028)	14 504
Autres actifs non financiers	13	3 368	(13 896)
	14	72 234 456	37 700 451
Activités d'investissement en immobilisations			
Acquisition	15	(78 658 647)	(108 461 169)
Produit de cession	16		1 574 384
	17	(78 658 647)	(106 886 785)
Activités de placement			
Prêts, placements à long terme à titre d'investissement et participations dans des entreprises municipales			
Émission ou acquisition	18	(90 894)	(391 577)
Remboursement ou cession	19	434 314	396 704
Variation nette des placements temporaires	20		
Variation nette des autres placements à long terme	21		
	22	343 420	5 127
Activités de financement			
Émission de dettes à long terme	23	98 532 519	55 133 381
Remboursement de la dette à long terme	24	(41 995 601)	(35 378 358)
Variation nette des emprunts temporaires	25	(47 121 290)	53 792 412
Variation nette des frais reportés liés à la dette à long terme	26	53 066	(83 247)
Autres			
-	27		
-	28		
	29	9 468 694	73 464 188
Augmentation (diminution) de la trésorerie et des équivalents de trésorerie	30	3 387 923	4 282 981
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) au début de l'exercice	31	2 948 047	(1 334 934)
Trésorerie et équivalents de trésorerie (insuffisance) à la fin de l'exercice¹	32	6 335 970	2 948 047

Les notes et les renseignements complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

1. La trésorerie et les équivalents de trésorerie sont composés de l'encaisse, du découvert bancaire et des placements temporaires dont l'échéance initiale est de moins de trois mois.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

1. Statut de l'organisme municipal

La Ville de Saguenay est un organisme municipal existant depuis le 18 février 2002 en vertu du décret 841-2001 du Gouvernement du Québec, adopté en vertu de l'article 125,11 de la Loi sur l'organisation territoriale municipale (L.R.Q,c.0-9) et modifié par le décret 1474-2001.

La Ville est constituée des ex-municipalités suivantes: Chicoutimi, Jonquière, La Baie, Laterrière, Lac-Kénogami, Shipshaw et une partie de Canton Tremblay.

2. Principales méthodes comptables

A) Périmètre comptable et partenariat

Les états financiers consolidés présentent les actifs, les passifs, les revenus et les charges de la Ville. Ils incluent aussi les actifs, les passifs, les revenus et les charges consolidés ligne par ligne, des organismes contrôlés faisant partie de son périmètre comptable. L'organisme contrôlé qui constitue une entreprise municipale en vertu des principes comptables généralement reconnus est présenté aux états financiers selon la méthode modifiée de comptabilisation à la valeur de consolidation. Le périmètre comptable de la Ville comprend les organismes périmunicipaux suivants :

	<u>Consolidation ligne par ligne</u>	<u>Valeur de consolidation</u>
Société de transport du Saguenay	*	
Centre local de développement de la Ville de Saguenay	*	
Fondation Timi inc.		*
Conseil des arts de Saguenay	*	

B) Comptabilité d'exercice

La Ville utilise la méthode de la comptabilité d'exercice selon laquelle les revenus et les charges sont reconnus au cours de l'exercice où ont lieu les faits ou les transactions.

Les revenus et charges sont comptabilisés de façon brute en tenant compte des critères de constatation suivants :

- Les taxes sont constatées lors du dépôt des rôles de perception général et spéciaux à la date de l'avis public annonçant le dépôt de ces rôles.
- Les paiements tenant lieu de taxes sont comptabilisés lorsqu'ils font l'objet d'une demande de paiement.
- Les taxes et paiements tenant lieu de taxes afférents aux modifications des rôles d'évaluation sont comptabilisés lors de l'émission des certificats de l'évaluateur.
- Les transferts sont comptabilisés lorsqu'ils sont autorisés, que la Ville satisfait aux critères d'admissibilité et qu'il est possible de faire une estimation raisonnable des montants en cause.
- Les revenus de transfert reçus avant que les critères de constatation des revenus n'aient été atteints sont présentés à titre de revenus reportés tant que les critères ne sont pas atteints.
- Les revenus des services rendus sont constatés lorsque le service est rendu et qu'il

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

donne lieu à une créance.

- Les droits de mutation immobilière sont constatés à la date de l'inscription du transfert par l'officier de la publicité des droits.

- Les amendes se rapportant à l'année visée sont constatées lors de l'émission des contraventions.

- Le produit de cession d'immobilisations est comptabilisé comme revenu à la date de l'acte de transfert.

- Les dons sont constatés dans l'exercice où ils sont attribués par un acte juridique à la date officielle inscrite au document légal.

Le Centre local de développement de la Ville de Saguenay, inclus dans le périmètre comptable de la Ville, utilise la méthode du report pour comptabiliser les apports. Selon cette méthode, les apports affectés à des charges d'exercices futurs sont reportés et constatés à titre de produits au cours de l'exercice où ces charges sont engagées. Ainsi, la part des revenus de services rendus, qui est constituée des subventions versées par la Ville pour le compte du ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation, donne lieu à un revenu reporté pour le CLD compte tenu du décalage de l'exercice financier du gouvernement.

C) Actifs non financiers

Les éléments incorporels ne sont pas constatés comme actifs dans les états financiers.

Stocks

Les stocks sont évalués au moindre du coût et de la valeur de remplacement, le coût étant déterminé selon la méthode du coût moyen.

Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût comme une charge et présentées également à titre d'actif non financier à l'état de la situation financière à la valeur amortie.

La charge d'amortissement est reflétée au poste de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme.

L'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile des immobilisations selon la méthode de l'amortissement linéaire aux taux annuels suivants :

Infrastructures :	entre 10 et 40 ans
Bâtiments :	entre 15 et 40 ans
Améliorations locatives :	entre 5 et 10 ans
Véhicules :	entre 1 et 20 ans
Ameublement et équipement de bureau :	entre 1 et 10 ans
Machinerie, outillage et équipement divers :	entre 4 et 20 ans
Autres :	entre 1 et 30 ans

Pour ce qui est du réseau électrique, l'amortissement est calculé en fonction de la durée de vie utile selon la méthode de l'amortissement dégressif aux taux annuels suivants:

Centrales hydroélectriques :	solde décroissant 2,5%
Postes de transformation :	solde décroissant 3%
Réseau de distribution :	solde décroissant 6%
Transformateurs :	solde décroissant 10%

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

D) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés aux états financiers dans l'exercice au cours duquel surviennent les faits qui donnent lieu aux transferts, dans la mesure où ils ont été autorisés, les critères d'admissibilité ont été satisfaits et une estimation raisonnable des montants est possible.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

E) Avantages sociaux futurs

Régimes de retraite à cotisations déterminées

La charge correspond aux cotisations versées par l'employeur.

Un passif est constaté dans les créditeurs et charges à payer pour des cotisations dues non versées à la fin de l'exercice, de même que pour des cotisations à être versées dans les exercices subséquents relativement à des services déjà rendus.

Le régime de retraite des élus municipaux auquel participe la Ville est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Les régimes enregistrés d'épargne-retraite (REER) individuels, offerts par la Ville à certains de ses salariés, sont comptabilisés comme des régimes de retraite à cotisations déterminées.

Le régime de retraite à prestations déterminées interemployeurs, auquel participe la Ville sans en être le promoteur, est comptabilisé comme un régime de retraite à cotisations déterminées.

Avantages sociaux futurs à prestations déterminées

En plus des prestations de retraite, ces avantages comprennent notamment les avantages complémentaires de retraite comme la couverture des soins de santé et l'assurance vie offertes aux retraités.

La charge est établie selon la comptabilité d'exercice intégrale de manière à attribuer le coût des prestations constituées aux exercices au cours desquels les services correspondants sont rendus par les salariés participants. Se rajoutent, à titre de frais de financement, les intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées moins le rendement espéré des actifs du régime.

Un actif ou un passif au titre des avantages sociaux futurs est présenté à l'état de la situation financière pour refléter l'écart à la fin de l'exercice entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs du régime, net des gains et pertes actuariels non amortis et net d'une provision pour moins-value dans le cas d'un actif s'il y a lieu.

Les obligations au titre des prestations constituées sont calculées de façon actuarielle selon la méthode de la répartition des prestations au prorata des services avec projection des salaires futurs, à partir du taux d'actualisation fixé et des hypothèses les plus probables de la Ville en matière d'évolution des salaires, de roulement du personnel, d'âge de départ à la retraite des participants, d'évolution des coûts futurs et d'autres facteurs actuariels.

Aux fins du calcul de la valeur des actifs et du rendement espéré des actifs, ceux-ci sont évalués en date du 31 décembre 2011 selon la méthode de la valeur liée au marché - 3 ans.

Les gains et les pertes actuariels sont amortis sur la durée moyenne estimative du reste de la carrière active (DMERCA) des salariés participants. L'amortissement débute dans l'exercice subséquent à celui de la constatation du gain ou de la perte.

Le coût des services passés découlant d'une modification de régime est passé immédiatement comme charge. Il fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

L'excédent de la charge de l'exercice sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés fait l'objet en contrepartie d'un montant à pourvoir dans le futur aux fins de taxation.

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

F) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond à des charges comptabilisées dans l'exercice ou antérieurement qui font l'objet de taxation différée. Il est créé aux fins suivantes à la suite d'un choix exercé par l'organisme municipal et amorti selon les durées indiquées ci-dessous par affectation aux activités de fonctionnement à des fins fiscales.

- Mesures transitoires relatives au passage à la comptabilité d'exercice au 1er janvier 2000 :
 - pour les salaires et les avantages sociaux : sur une période maximale de 20 ans;
 - Avantages sociaux futurs :
 - pour le passif constaté initialement au 1er janvier 2007 dans le cas des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective non capitalisé: ces déficits n'ont pas été amortis;
 - pour les coûts reliés aux services passés découlant de modifications de régime de retraite à prestations déterminées : sur la DMERCA des salariés participants touchés;
 - à titre de mesure d'allègement pour les excédents de la charge sur le décaissement requis dans le cas des régimes non capitalisés et du régime d'assurance collective : ces excédents ne sont pas amortis.
- l'employeur s'est également prévalu de l'allègement consenti par le MAMROT selon lequel la portion d'intérêt ainsi que celle d'amortissement reliée aux pertes de 2008 jusqu'à concurrence d'un maximum de 10 % du maximum entre le passif et l'actif au 1er janvier 2011 pouvaient être affectés dans un montant à pourvoir dans le futur. Les montants ainsi transférés à l'égard du régime à prestations déterminées capitalisé doivent être totalement amortis au 31 décembre 2022.

G) Autres éléments

Centre local de développement de la Ville de Saguenay

Le Centre local de développement de la Ville de Saguenay, inclus dans le périmètre comptable de la Ville, a une dette à long terme envers le ministère du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation constituée de prêts octroyés par ce dernier dans le cadre du Fonds local d'investissement (FLI). Le CLD a affecté les fonds reçus dans un fonds réservé puisque l'existence du FLI est prévue légalement. Le CLD utilise ces fonds en les investissant en placements temporaires ou en prêts auprès d'entrepreneurs, en affectant ce fonds réservé.

Utilisation d'estimations

La préparation d'états financiers conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada exige que la direction ait recours à des estimations et à des hypothèses qui ont une incidence sur les montants d'actif et de passif comptabilisés et sur la présentation des éléments d'actif et de passif éventuels à la date des états financiers, ainsi que sur les montants comptabilisés des revenus et des charges au cours de l'exercice. Les résultats réels pourraient différer des résultats estimatifs.

3. Modification de méthodes comptables

S/O

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
4. Encaisse et placements affectés			
Montants affectés compris dans les actifs financiers suivants :			
Encaisse	1	1 465 679	383 678
Placements temporaires	2	511 000	572 110
Placements à long terme	3	168 508	
Note			
5. Débiteurs			
Taxes municipales	4	5 904 274	4 645 256
Taxes-certificats de vente pour défaut de paiement des taxes	5	5 895	268 115
Gouvernement du Québec et ses entreprises	6	81 745 204	74 435 134
Gouvernement du Canada et ses entreprises	7	13 152 410	24 473 651
Organismes municipaux	8	10 359	8 203
Autres			
- Électricité	9	5 684 237	4 329 968
- Divers débiteurs	10	5 866 014	5 303 139
	11	112 368 393	113 463 466
Montants des débiteurs affectés au remboursement de la dette à long terme			
Gouvernement du Québec et ses entreprises	12	42 255 702	33 136 641
Organismes municipaux	13		
Autres tiers	14		
	15	42 255 702	33 136 641
Provision pour créances douteuses déduite des débiteurs	16	593 909	523 400
Note			
6. Prêts			
Prêts à un office d'habitation	17	842 795	842 799
Prêts à un fonds d'investissement	18		
Autres			
-	19		
-	20		
	21	842 795	842 799
Note			
7. Placements à long terme			
Placements à titre d'investissement	22	879 186	1 165 834
Autres placements	23		
	24	879 186	1 165 834
Note			

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
8. Avantages sociaux futurs			
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs			
Actif (passif) des régimes à prestations déterminées capitalisés	25	(25 544 500)	(13 146 900)
Passif des régimes à prestations déterminées non capitalisés	26	(24 596 500)	(23 936 900)
	27	<u>(50 141 000)</u>	<u>(37 083 800)</u>
Charge de l'exercice			
Régimes à prestations déterminées capitalisés	28	24 647 700	17 251 800
Régimes à prestations déterminées non capitalisés	29	1 242 400	1 796 100
Régimes à cotisations déterminées	30	565 651	523 591
Autres régimes (REER et autres)	31	49 269	36 182
Régimes de retraite des élus municipaux	32	210 011	206 111
	33	<u>26 715 031</u>	<u>19 813 784</u>

Se référer à la section "Autres renseignements complémentaires" pour plus de détails.

9. Autres actifs financiers			
Propriétés destinées à la revente (note 14)	34		
Autres	35		
	36		

Note

10. Crédoeurs et charges à payer			
Fournisseurs	37	15 182 035	16 849 137
Salaires et avantages sociaux	38	6 845 479	7 086 211
Dépôts et retenues de garantie	39	6 224 019	6 893 618
Provision pour contestations d'évaluation	40	477 665	343 097
Activités de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	41		
Autres			
- Organismes municipaux	42	62 749	61 146
- Intérêts courus	43	3 059 724	1 470 812
- Autres	44	12 783 724	12 371 007
-	45		
-	46		
	47	<u>44 635 395</u>	<u>45 075 028</u>

Note

11. Revenus reportés			
Taxes perçues d'avance	48		
Transferts	49	2 597 248	2 359 158
Autres			
- Régime de retraite des élus	50	270 100	856 055
- Autres	51	341 105	261 396
	52	<u>3 208 453</u>	<u>3 476 609</u>

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

						2011	2010
12. Dette à long terme	Taux d'intérêt		Échéance				
	de	à	de	à			
Obligations et billets en monnaie canadienne	1,15	4,30	2012	2031	53	258 519 300	243 033 300
Obligations et billets en monnaies étrangères					54		
Autres dettes à long terme							
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3,95	3,95	2018	2031	55	49 965 592	8 912 508
Organismes municipaux					56		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5,00	13,85	2015	2016	57	12 547	14 713
Autres					58		
					59	308 497 439	251 960 521
Frais reportés liés à la dette à long terme					60	(2 062 510)	(2 115 576)
					61	306 434 929	249 844 945

Les versements estimatifs sur la dette à long terme pour les prochains exercices sont les suivants :

	Obligations et billets		Autres dettes à long terme					Total 2011	
	Avec fonds d'amortissement	Sans fonds d'amortissement	Location-acquisition	Autres					
2012	62	70	37 991 000	78	4 837	87	2 065 302	95	40 061 139
2013	63	71	36 172 000	79	4 837	88	1 971 658	96	38 148 495
2014	64	72	31 840 000	80	4 837	89	2 147 021	97	33 991 858
2015	65	73	28 375 000	81	204	90	2 033 104	98	30 408 308
2016	66	74	25 131 000	82		91	2 061 314	99	27 192 314
2017 et +	67	75	99 010 300	83		92	39 687 193	100	138 697 493
	68	76	258 519 300	84	14 715	93	49 965 592	101	308 499 607
Intérêts et frais accessoires				85	(2 168)			102	(2 168)
	69	77	258 519 300	86	12 547	94	49 965 592	103	308 497 439

Note

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

13. Immobilisations		<u>Solde au début</u>		<u>Addition</u>		<u>Cession / Ajustement</u>		<u>Solde à la fin</u>	
COÛT									
Infrastructures									
Eau potable	104	122 658 058	132	19 274 601	159	665 284	186	141 267 375	
Eaux usées	105	251 002 944	133	3 467 949	160	27 633	187	254 443 260	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	106	363 897 351	134	8 617 142	161	32 388 929	188	340 125 564	
Autres	107	131 265 855	135	5 019 202	162	355 806	189	135 929 251	
Réseau d'électricité	108	28 912 599	136	906 304	163	587 298	190	29 231 605	
Bâtiments	109	223 080 393	137	4 987 720	164	4 293	191	228 063 820	
Améliorations locatives	110	87 429	138		165		192	87 429	
Véhicules	111	66 523 181	139	2 820 863	166	6 146 151	193	63 197 893	
Ameublement et équipement de bureau	112	23 909 429	140	1 612 329	167	7 109 142	194	18 412 616	
Machinerie, outillage et équipement divers	113	28 571 017	141	895 056	168	5 626 709	195	23 839 364	
Terrains	114	36 128 203	142	2 180 481	169		196	38 308 684	
Autres	115	2 546 038	143		170	1 688 207	197	857 831	
	116	<u>1 278 582 497</u>	144	<u>49 781 647</u>	171	<u>54 599 452</u>	198	<u>1 273 764 692</u>	
Immobilisations en cours	117	<u>186 266 292</u>	145	<u>28 877 000</u>	172		199	<u>215 143 292</u>	
	118	<u>1 464 848 789</u>	146	<u>78 658 647</u>	173	<u>54 599 452</u>	200	<u>1 488 907 984</u>	
AMORTISSEMENT CUMULÉ									
Infrastructures									
Eau potable	119	50 832 859	147	3 561 888	174	665 284	201	53 729 463	
Eaux usées	120	75 129 602	148	6 361 083	175	27 633	202	81 463 052	
Chemins, rues, routes, trottoirs, ponts, tunnels et viaducs	121	169 355 313	149	8 751 123	176	32 388 929	203	145 717 507	
Autres	122	40 700 025	150	3 672 282	177	355 805	204	44 016 502	
Réseau d'électricité	123	10 771 587	151	881 390	178	587 298	205	11 065 679	
Bâtiments	124	94 366 274	152	5 124 429	179	4 294	206	99 486 409	
Améliorations locatives	125	67 429	153	17 486	180		207	84 915	
Véhicules	126	33 437 149	154	4 721 704	181	6 146 151	208	32 012 702	
Ameublement et équipement de bureau	127	19 438 561	155	1 831 652	182	7 107 405	209	14 162 808	
Machinerie, outillage et équipement divers	128	12 940 525	156	1 623 897	183	5 626 709	210	8 937 713	
Autres	129	2 119 343	157	268 562	184	1 688 207	211	699 698	
	130	<u>509 158 667</u>	158	<u>36 815 496</u>	185	<u>54 597 715</u>	212	<u>491 376 448</u>	
VALEUR COMPTABLE NETTE	131	<u>955 690 122</u>					213	<u>997 531 536</u>	
Biens loués en vertu de contrats de location-acquisition inclus dans les immobilisations									
Coût	214		217		219		221		
Amortissement cumulé	215	(_____)	218	(_____)	220	(_____)	222	(_____)	
Valeur comptable nette	216	(_____)					223	(_____)	

Note

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011	2010
14. Propriétés destinées à la revente		
Immeubles de la réserve foncière	224	
Immeubles industriels municipaux	225	
Autres	226	
	227	
Présentées à titre d'autres actifs financiers (note 9)	228	
Présentées à titre d'actifs non financiers sous le poste "Propriétés destinées à la revente"	229	

Note

15. Autres actifs non financiers			
Frais payés d'avance	230	405 706	396 911
Frais reportés			
- CSST	231		12 163
-	232		
	233	405 706	409 074

Note**16. Obligations contractuelles**

Office Municipal d'Habitation de Saguenay

Conformément aux dispositions de la Loi sur la Société d'Habitation du Québec, Ville de Saguenay est tenue de combler dix pour cent (10 %) du déficit annuel de l'Office Municipal d'Habitation de Saguenay.

La participation réelle de la Ville au déficit de l'Office Municipal d'Habitation n'étant pas encore connue, la charge a été établie en fonction du budget de l'Office entériné par la Société d'Habitation du Québec.

Autres engagements

La Ville s'est engagée à long terme envers différents entrepreneurs et organismes dans le cours normal de ses activités. Ces ententes portent principalement sur le déneigement, les matières résiduelles, l'entretien, la location d'espaces et diverses aides aux organismes. Elles viennent à échéance à différentes dates jusqu'en 2016 et totalisent environ 30 595 191 \$.

Les paiements minimums exigibles au cours des cinq prochains exercices sont les suivants:

2012 :	12 044 346 \$
2013 :	10 274 355 \$
2014 :	5 086 877 \$
2015 :	2 542 143 \$
2016 :	647 470 \$

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

17. Éventualités

a) Cautionnement et garantie

Ancienne Ville de Jonquière

Hébergement plus (rés.C-99-786) : 240 000 \$

Ancienne Ville de La Baie

Société Bélu inc. (rés.00-229, 99-574) : 195 000 \$
Contact nature Rivière-à-mars (rés.01-146) : 300 000 \$

Ville de Saguenay

Société d'Aménagement de la Rivière-aux-sables Jonquière inc. (rés. VS-CM-2010-187, VS-CM-2011-238) : 299 000 \$
Corporation du Théâtre du Palais Municipal (rés.VS-CM-2009-124, VS-CM-2010-90, VS-CM-2011-79) : 4 350 000 \$
Club de Golf de Port-Alfred inc. (rés.VS-CM-2009-155) : 260 000 \$
Club de curling de Port-Alfred inc. (rés. VS-CM-2011-240) : 10 000 \$
Promotion Saguenay inc. (rés.VS-CM-2006-88, VS-CM-2008-121, VS-CM-2009-248, VS-CM-2010-57, VS-CM-2010-58, VS-CM-2011-80, VS-CM-2011-208) : 19 639 500 \$
Ensemble folklorique des Farandoles de Chicoutimi inc. (rés.VS-CM-2006-188, VS-CM-2011-184) : 319 000 \$
Corporation St-François de Jonquière inc. (rés.VS-CM-2009-72, VS-CM-2011-241) : 3 621 214 \$
Carrefour socio-culturel Au Vieux Théâtre (rés.VS-CM-2006-216) : 587 000 \$
Café théâtre côté-cour (rés.VS-CM-2012-31) : 10 000 \$
Festival des Rythmes du Monde (rés.VS-CM-2011-124) : 320 000 \$
Jonquière en Musique inc. (rés.VS-CM-2008-304, VS-CM-2011-237) : 174 000 \$
Société de gestion de la zone portuaire de Chicoutimi (rés.VS-CM-2008-143) : 866 000 \$
Festival forestier de Shipshaw (rés.VS-CM-2011-236) : 30 000 \$
Carrefour communautaire d'entraide de Saguenay (rés.VS-CM-2011-239) : 25 000 \$
Groupe des écorceurs (rés.VS-CM-2007-436) : 99 000 \$
Société Bélu inc. (rés. VS-CM-2007-372) : 70 000 \$
Corporation de sauvegarde du patrimoine Jonquière (rés.VS-CM-2008-28) : 50 000 \$
Coupe des nations Ville de Saguenay (rés. VS-CM-2011-104) : 99 000 \$
Fondation entrepreneurs sans frontières (rés. VS-CM-2008-145) : 185 000 \$
Contact nature Rivière-à-mars (rés. VS-CM-2008-171, VS-CM-2011-122) : 190 000 \$
Centre des retraités de l'arrondissement de Chicoutimi (rés. VS-CM-2009-177) : 71 000 \$
Résidences Laterroises inc. (rés. VS-CM-2009-53) : 60 000 \$
Producson spectacles inc. (rés. VS-CM-2010-117) : 300 000 \$
Club de ski de fond Le Norvégien (rés. VS-CM-2011-167) : 25 000 \$
Sagym (rés. VS-CM-2010-210) : 275 000 \$
Camping de Jonquière inc. (rés. VS-CM-2011-207) : 99 000 \$
Groupe photo média international (rés. VS-CM-2011-269) : 60 000 \$
Les Fêtes du 175e du Saguenay-Lac-St-Jean (rés. VS-CM-2012-30) : 50 000 \$
Corporation du musée du Saguenay-Lac-St-Jean (rés. VS-CM-2011-81) : 50 000 \$
Musée du Fjord (rés. VS-CM-2011-105) : 1 700 000 \$
Diffusion Saguenay (rés. VS-CM-2011-139) : 8 000 000 \$
Vélo Chicoutimi (rés. VS-CM-2011-158) : 99 000 \$
C.O.F.J.Q. Saguenay hiver 2011 (rés. VS-CM-2011-125) : 99 000 \$
Centre marina de Shipshaw inc. (rés. VS-CM-2012-32) : 99 000 \$

NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Ville de Saguenay accorde à la Coopérative de développement culturel de Chicoutimi l'aide suivante, à savoir, de la libérer de l'obligation financière de prendre faits et cause pour ses administrateurs découlant des actes et omissions commis par ceux-ci depuis le 19 juin 2009 (rés. VS-CE-2010-259).

Ville de Saguenay s'est engagée, advenant un déficit au niveau du Comité organisateur de la finale des jeux du Québec Saguenay 2011, à éponger celui-ci (rés. VS-CE-2010-1764).

En vertu d'un protocole d'entente signé le 11 juillet 2011 avec Diffusion Saguenay inc., Ville de Saguenay s'engage, le cas échéant, à assumer les dépassements de coûts relatifs au projet de mise en conformité et d'amélioration de l'Auditorium Dufour à la condition que toutes les parties aient assumé pleinement leurs responsabilités et se soient acquittées de toutes leurs obligations (rés. VS-CE-2011-172).

b) Auto-assurance

La Ville a créé à compter du 19 février 2003 par le règlement numéro VS-2003-2, une réserve financière sous le nom de "Réserve auto-assurance" afin de pourvoir aux capitaux nécessaires au fonctionnement d'un programme d'auto-assurance en matière de responsabilité civile.

Le fonds est à durée indéterminée.

Le montant projeté du fonds est de 5 000 000 \$.

Au 31 décembre 2011, le solde du fonds est de 378 761 \$.

c) Poursuites

Les conseillers juridiques externes confirment un montant approximatif de 7 603 344 \$ en réclamations de dommages et intérêts intentées contre la Ville à divers titres dont certains de ces montants sont couverts par les assurances. Ils ne sont présentement pas en mesure d'émettre une opinion sur l'issue de ces causes. Une provision raisonnable a été inscrite aux livres. Tout paiement, pouvant résulter du dénouement de ces éventualités, supérieur à la provision sera imputé aux résultats de l'exercice alors en cours.

d) Autres

Protection de l'environnement

Les opérations de la Ville sont régies par des lois gouvernementales concernant la protection de l'environnement. Les conséquences environnementales sont difficilement identifiables en ce qui concerne leurs résultantes, leurs échéances ou leurs impacts. Présentement, au meilleur de la connaissance de ses dirigeants, la Ville opère en conformité avec les lois et les règlements en vigueur. Tout paiement pouvant résulter de la restauration de sites sera comptabilisé aux résultats de l'exercice alors en cours.

**NOTES COMPLÉMENTAIRES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

18. Redressement aux exercices antérieurs

S/O

19. Données budgétaires

L'état consolidé des résultats et l'état consolidé de la variation de la dette nette comportent une comparaison avec des données budgétaires consolidées. Le budget consolidé constitue la combinaison du budget non consolidé adopté par l'administration municipale et des budgets adoptés par les principaux organismes contrôlés soit la Société de transport du Saguenay et Le Centre local de développement de la Ville de Saguenay, après élimination des opérations réciproques.

Une comparaison avec le budget non consolidé adopté par l'administration municipale est également présentée dans les informations sectorielles.

20.

S/O

21.

S/O

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Excédent (déficit) accumulé		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	1 10 291 069	6 639 426
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	2 9 417 364	8 453 406
Montant à pourvoir dans le futur	3 (49 728 214 ) (	38 564 839)
Financement des investissements en cours	4 10 676 922	(28 837 414)
Investissement net dans les éléments à long terme	5 728 978 479	739 799 980
	6 709 635 620	687 490 559

VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS

Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés

Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale		
- Autre - Saguenay	7 2 000 000	1 000 000
-	8	
-	9	
-	10	
-	11	
-	12	
-	13	
-	14	
-	15	
	16 2 000 000	1 000 000
Excédent de fonctionnement affecté - Organisme contrôlés		
- Fonds d'aide aux entreprises	17 1 972 012	1 713 188
-	18	
-	19	
	20 1 972 012	1 713 188
Réserves financières		
- Réserve auto - assurance	21 378 761	703 761
- Réserve culturelle	22 239 747	42 397
- Réserve conseil des arts	23 168 508	
-	24	
-	25	
	26 787 016	746 158
Fonds réservés		
Fonds de roulement	27	7 104
Fonds parcs et terrains de jeux	28 332 434	493 345
Fonds local (ou fonds régional pour les MRC) - Réfection et entretien de certaines voies publiques	29	
Société québécoise d'assainissement des eaux	30 369 055	316 631
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés	31 1 173 071	1 401 540
Fonds d'amortissement	32	
Financement des activités de fonctionnement	33 (1 810 459)	(1 272 096)
Autres		
- Fonds de logement social	34 1 118 506	1 123 506
- Fonds carrières et sablières	35 593 802	510 519
- Fonds des T.P.I.	36 430 581	396 022
- FLI et autres	37 2 451 346	2 017 489
	38 4 658 336	4 994 060
	39 9 417 364	8 453 406

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ (suite)
AU 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
VENTILATION DES DIFFÉRENTS ÉLÉMENTS (suite)		
Montant à pourvoir dans le futur		
Modifications comptables du 1 ^{er} janvier 2000		
Salaires et avantages sociaux	40 (741 014)	(833 639)
Intérêts sur la dette à long terme	41 ()	()
Avantages sociaux futurs		
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés	42 ()	()
Régimes non capitalisés	43 (19 329 500)	(19 329 500)
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007		
Régimes capitalisés		
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	44 (24 390 700)	(13 794 300)
Autres	45 ()	()
Régimes non capitalisés	46 (5 267 000)	(4 607 400)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites d'enfouissement	47 ()	()
Autres		
-	48 ()	()
-	49 ()	()
	50 (49 728 214)	(38 564 839)
Financement des investissements en cours		
Financement non utilisé	51 31 815 614	20 592 917
Investissements à financer	52 (21 138 692)	(49 430 331)
	53 10 676 922	(28 837 414)
Investissement net dans les éléments à long terme		
Éléments d'actif		
Immobilisations	54 997 531 536	955 690 122
Propriétés destinées à la revente	55	
Prêts	56 842 795	842 799
Placements à titre d'investissement	57 879 186	1 165 834
Participations dans des entreprises municipales	58 887 999	925 105
	59 1 000 141 516	958 623 860
Éléments de passif		
Dette à long terme	60 306 434 929	249 844 945
Frais reportés liés à la dette à long terme	61 2 062 510	2 115 576
Montants des débiteurs et autres montants affectés au remboursement de la dette à long terme	62 (42 255 702)	(33 136 641)
Autres dettes n'affectant pas l'investissement net	63 ()	()
	64 266 241 737	218 823 880
Dette en cours de refinancement et autres éléments	65 4 921 300	
	66 271 163 037	218 823 880
	67 728 978 479	739 799 980

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

A) RÉGIMES CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

	Régimes de retraite enregistrés	Régimes supplémentaires de retraite	Régimes d'avantages complémentaires de retraite
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	1 <u>1</u>	2 <u> </u>	3 <u> </u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

RÉGIME DE BASE

1. DATE DE LA RETRAITE

a) Date de la retraite normale

À l'âge de 65 ans.

b) Date de la retraite facultative

Tout participant peut prendre sa retraite, sans réduction de sa rente créditée, lorsque son âge et ses années de services totalisent 85, pourvu qu'il ait atteint l'âge de 55 ans ou le premier jour de tout mois coïncidant avec ou suivant la date de son 60^{ième} anniversaire de naissance (59^{ième} anniversaire de naissance pour les pompiers en date du 31 décembre 2004), selon la première des éventualités.

c) Date de la retraite anticipée

Tout participant âgé de 50 ans ou plus qui est demeuré actif jusqu'à cinq ans avant la retraite facultative calculée en supposant que le participant demeure à l'emploi jusqu'à cette date, peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date de sa retraite normale. Sa rente normale est alors réduite selon le tableau suivant alors que la prestation de raccordement est réduite selon l'équivalence actuarielle :

<u>Période d'anticipation</u>	<u>Ajustement entre l'âge atteint et la date de la retraite facultative</u>
60 premiers mois	1/4 % par mois
60 mois suivants	1/2 % par mois

Tout participant âgé de 50 ans ou plus, qui ne répond pas aux critères décrits au paragraphe précédent peut prendre sa retraite le premier jour de tout mois précédant la date de sa retraite normale. Sa rente normale est alors réduite selon l'équivalence actuarielle entre l'âge de la retraite et l'âge de la retraite normale. De plus, aucune prestation de raccordement n'est payable.

2. PRESTATION NORMALE DE RETRAITE

Une rente annuelle égale à la somme de :

- i) 2 % de son salaire final moyen - trois ans, multiplié par le nombre d'années de services reconnues;
- ii) 2 % de la rémunération additionnelle indexée de chacune des années de services reconnues.

3. PRESTATION DE RACCORDEMENT

Le participant qui prend une retraite facultative reçoit une prestation de raccordement décrite ci-dessous payable à compter de la date de sa retraite facultative jusqu'à l'âge de 65 ans.

100 % de la somme de la rente de la Régie des rentes du Québec et de la pension payable au titre de la Loi sur la sécurité de la vieillesse au cours de l'année de sa retraite ou au cours de l'année 2005 si antérieure, multiplié par la proportion que représente le nombre d'années de services reconnues sur 30; cette proportion ne peut excéder 1.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Tout participant a droit à la prestation de rattachement non réduite à 60 ans et réduite de 1/4 % par mois entre la retraite facultative et 60 ans. En cas de retraite avant la date de retraite facultative, une réduction additionnelle par équivalence actuarielle est appliquée à la prestation de rattachement.

4. PRESTATION EN CAS DE CESSATION DE SERVICE

Si un participant quitte le service de la Ville, il a alors droit à une rente différée payable à la date normale de retraite.

Par ailleurs, les participants ayant quitté le service de la Ville entre le 31 décembre 2004 et le 31 décembre 2006 et n'ayant pas demandé l'acquittement de leur droit avant le 31 décembre 2006 ont droit à la même prestation que celle en cas de décès avant la retraite.

5. PRESTATION DE DÉCÈS

a) Avant la retraite

Au décès du participant, son bénéficiaire a alors droit à la valeur actuelle de la rente différée payable à la date de retraite facultative calculée comme si le participant était demeuré actif jusqu'à cette date. Cette rente inclut la prestation de rattachement. La valeur considère le fait que la rente viagère et la prestation de rattachement sont indexées jusqu'à la date de la retraite facultative en fonction de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation, sujette à une indexation maximale annuelle de 3 %.

b) Après la retraite

Au décès, d'un participant qui recevait une rente du régime, les paiements de rente sont continués, s'il y a lieu, à son bénéficiaire, jusqu'à ce que 180 paiements mensuels de rente aient été effectués, incluant les paiements effectués au participant de son vivant.

6. INDEXATION DES RENTES DIFFÉRÉES

Pour les années de service à compter du 1er janvier 2001, le montant de cette rente est ajusté le 31 décembre de chaque année après la cessation de participation jusqu'à l'âge de 55 ans ainsi qu'une dernière fois à la date où le participant atteint cet âge. Cet ajustement annuel correspond à 50 % de l'augmentation de l'indice des prix à la consommation de l'année, sans toutefois être inférieur à 0 % ni supérieur à 2 %.

7. INDEXATION AVANT LA RETRAITE

Les créances de rente calculées sur la rémunération additionnelle sont indexées à chaque année avant la cessation de participation active, selon l'augmentation du salaire industriel moyen sujet à un maximum de 3 % par année.

8. INVALIDITÉ

Tout employé invalide est exonéré de verser sa cotisation au régime.

9. RÈGLE DU 50 % (cotisations excédentaires)

Lors de la cessation de participation, l'employeur doit financer au moins 50 % de la valeur de toute prestation résultant des années de services reconnues à compter du 1er janvier 1990.

**AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

10. COTISATIONS

a) Cotisations salariales

9 % de son salaire et de sa rémunération additionnelle admissible.

b) Cotisation patronale

Sous réserve d'une utilisation de l'excédent d'actif prévue au règlement, la cotisation patronale pour toute année est le montant qui ajouté aux cotisations salariales, est suffisant pour assurer la capitalisation complète des créances de rente, prestations et remboursements payables aux employés eu égard à leurs services durant cette année.

En plus de la cotisation prévue au paragraphe précédent, l'employeur doit verser à la caisse le montant nécessaire, selon les estimations de l'actuaire, pour amortir tout manque d'actif de la caisse, s'il en est, sur la période maximale prescrite en vertu de la loi.

11. RETRAITE À LA DEMANDE DE L'EMPLOYEUR

Pour les participants ayant accepté de prendre leur retraite à la demande de l'employeur en 2007 en vertu de l'article 4.1.3 c) du Règlement du régime, des prestations additionnelles leur sont octroyées en vertu de l'article 4.2.3 c).

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Conciliation de l'actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs		
Actif (passif) au début de l'exercice	4 (13 146 900)	(7 817 000)
Charge de l'exercice	5 (24 647 700)	(17 251 800)
Cotisations versées par l'employeur	6 12 250 100	11 921 900
Actif (passif) à la fin de l'exercice	7 <u>(25 544 500)</u>	<u>(13 146 900)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	8 336 434 300	313 330 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	9 (459 271 000)	(440 900 600)
Situation actuarielle nette : excédent (déficit) de comptabilisation	10 (122 836 700)	(127 570 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	11 97 292 200	114 423 700
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs avant provision pour moins-value	12 (25 544 500)	(13 146 900)
Provision pour moins-value	13 ()	()
Actif (passif) au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	14 <u>(25 544 500)</u>	<u>(13 146 900)</u>
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation des régimes dont la valeur des obligations excède la valeur des actifs		
Nombre de régimes en cause	15 <u>1</u>	<u>1</u>
Valeur des actifs à la fin de l'exercice	16 336 434 300	313 330 000
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	17 (459 271 000)	(440 900 600)
Situation actuarielle nette : déficit de comptabilisation	18 (122 836 700)	(127 570 600)
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	19 14 988 500	13 756 900
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	20 14 988 500	13 756 900
Cotisations salariales des employés	22 (7 267 600)	(7 276 700)
Cotisations des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	23 ()	()
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	24 7 720 900	6 480 200
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime ou de la variation de la provision pour moins-value	25 8 626 800	5 375 900
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	26	
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	27	
Variation de la provision pour moins-value	28	
Autres	29	
-	30	
-	31	
Charge de l'exercice excluant les intérêts	32 <u>16 347 700</u>	<u>11 856 100</u>
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	33 27 732 100	25 593 200
Rendement espéré des actifs	34 (19 432 100)	(20 197 500)
Charge d'intérêts nette (intérêts créditeurs nets)	35 8 300 000	5 395 700
Charge de l'exercice	36 <u>24 647 700</u>	<u>17 251 800</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011		2010
Informations complémentaires				
Rendement réel des actifs pour l'exercice	37	27 936 800		4 215 000
Rendement espéré des actifs pour l'exercice	38	(19 432 100 )	(	20 197 500)
Gain (perte) de l'exercice sur le rendement des actifs	39	8 504 700		(15 982 500)
Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	40			(32 780 400)
Prestations versées au cours de l'exercice	41	24 350 200		22 429 400
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice (si différente de la valeur des actifs présentée à la ligne 8)	42	332 612 000		328 197 800
Valeur de marché des actifs à la fin de l'exercice constitués de titres de créances émis par l'organisme municipal	43			
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	44	15		15
Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation				
(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)				
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	45	6,25 %		6,25 %
Taux de rendement prévu à long terme (au cours de l'exercice)	46	6,25 %		6,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	47	3,50 %		3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	48	3,00 %		3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	49	%		%
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	50	%		%
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	51			
Autres hypothèses économiques				
-	52			
-	53			

B) RÉGIMES NON CAPITALISÉS D'AVANTAGES SOCIAUX FUTURS À PRESTATIONS DÉTERMINÉES

		Régimes supplémentaires de retraite		Régimes d'avantages complémentaires de retraite		Autres avantages sociaux futurs
Nombre de régimes à la fin de l'exercice	54	<u>2</u>	55	<u>1</u>	56	<u></u>

Description des régimes, date de la plus récente évaluation actuarielle et autres renseignements

RÉGIME D'APPOINT

Pour certains cadres, ce régime couvre la rente découlant de la différence entre la rente qui serait pourvue par le régime de base sans l'application des limites fiscales et la rente effectivement payable par le régime de base.

RENTES PAYABLES PAR LA VILLE

Ce programme est constitué des rentes payables directement par les fonds de la Ville à la suite du programme de départ assisté (PDA) de 2007.

RÉGIME D'ASSURANCE COLLECTIVE

Ce régime est éligible aux retraités à partir de 50 ans. Les garanties couvrent en partie l'assurance vie de base, l'assurance décès ou mutilation par accident, l'assurance vie des personnes à charges, l'assurance maladie et l'assurance soins dentaires.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Conciliation du passif au titre des avantages sociaux futurs		
Passif au début de l'exercice	57 (23 936 900)	(22 721 800)
Charge de l'exercice	58 (1 242 400)	(1 796 100)
Prestations ou primes versées par l'employeur	59 582 800	581 000
Passif à la fin de l'exercice	60 (<u>24 596 500</u>)	(<u>23 936 900</u>)
Situation actuarielle aux fins de la comptabilisation		
Valeur des obligations au titre des prestations constituées à la fin de l'exercice	61 (22 089 800)	(20 003 600)
Pertes actuarielles non amorties (gains actuariels non amortis)	62 (2 506 700)	(3 933 300)
Passif au titre des avantages sociaux futurs à la fin de l'exercice	63 (<u>24 596 500</u>)	(<u>23 936 900</u>)

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	2011	2010
Charge de l'exercice		
Coût des avantages pour les services rendus au cours de l'exercice	64 676 400	722 500
Coût des services passés découlant d'une modification de régime	65	66
	676 400	722 500
Prestations ou primes à la charge des autres employeurs dans le cas de régimes interemployeurs dont l'organisme municipal est le promoteur	67 ()	68 ()
	676 400	722 500
Amortissement des pertes actuarielles (gains actuariels)	69 (351 500)	(59 600)
Pertes actuarielles constatées (gains actuariels constatés) lors d'une modification de régime	70	71
Pertes nettes (gains nets) découlant d'une compression de régime	71	72
Pertes nettes (gains nets) découlant d'un règlement de régime	72	73
Autres	73	74
-	74	75
-	75	76
Charge de l'exercice excluant les intérêts	76 324 900	662 900
Intérêts débiteurs sur les obligations au titre des prestations constituées	77 917 500	1 133 200
Charge de l'exercice	77 1 242 400	1 796 100

Informations complémentaires

Gain (perte) de l'exercice sur les obligations au titre des prestations constituées	78 (1 075 100)	3 502 100
DMERCA (moyenne pondérée s'il y a lieu)	79 12	12

Hypothèses d'évaluation actuarielle de la comptabilisation

(taux pondéré s'il y a plus d'un régime)			
Taux d'actualisation (fin d'exercice)	80	4,00 %	4,50 %
Taux de croissance des salaires (fin d'exercice)	81	3,50 %	3,50 %
Taux d'inflation (fin d'exercice)	82	3,00 %	3,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	83	6,40 %	6,60 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé (fin d'exercice)	84	3,00 %	3,00 %
Année où la tendance rejoint le taux ultime (fin d'exercice)	85	2031	2031
Autres hypothèses économiques			
- Taux de croissance coût santé	86	5	5
- Taux de croissance coût dents	87	4	4

C) RÉGIMES DE RETRAITE À COTISATIONS DÉTERMINÉES

Nombre de régimes à la fin de l'exercice 88 3

Description des régimes et autres renseignements

Les employés de la Société de transport du Saguenay participent à un régime à cotisations déterminées qui prévoit le versement de prestations basées sur les cotisations salariales et patronales accumulées avec des intérêts en fonction du rendement de la caisse de retraite. La charge de la Société correspond aux cotisations qu'elle a dû verser en contrepartie des services rendus par les employés au cours de l'exercice. La Société n'a aucune obligation, relative aux régimes, autre que de verser sa cotisation annuelle. Actuellement, la cotisation annuelle des employés correspond à un montant variant de 4,5 % à 7 % de leur salaire et la Société doit verser un montant représentant 7 % à 10 % du salaire des employés.

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		<u>2011</u>	<u>2010</u>
Charge de l'exercice			
Cotisations de l'employeur	89	<u>565 651</u>	<u>523 591</u>

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

D) AUTRES RÉGIMES (REER individuel, REER collectif et autres)

Nombre d'autres régimes à la fin de l'exercice 90 10

Description des régimes et autres renseignements

Ville de Saguenay offre à certains de ses salariés des REER individuels. Les cotisations de l'employeur pour ces régimes correspondent à 10 % du salaire des employés.

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Charge de l'exercice		
Cotisations de l'employeur 91	<u>49 269</u>	<u>36 182</u>

E) RÉGIMES DE RETRAITE DES ÉLUS MUNICIPAUX

Participation au Régime de retraite des élus municipaux (RREM) 92 Oui
 93 Non

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Nombre d'élus participants à la fin de l'exercice 94	<u>18</u>	<u>18</u>

Description du régime

Le Régime de retraite des élus municipaux (RREM) et le Régime de prestations supplémentaires des élus municipaux (RPSEM), ce dernier s'appliquant de façon complémentaire s'il y a lieu aux élus municipaux en poste le 31 décembre 2000 et aux personnes ayant droit à une rente du RREM à cette date, sont des régimes à prestations déterminées gérés en vertu de la Loi sur le régime de retraite des élus municipaux (L.R.Q., c. R-9.3). Dans le cas du RREM, les élus participants et les municipalités participantes se partagent le financement du régime par le versement de cotisations dans le cas des élus et de contributions dans le cas des municipalités. Dans le cas du RPSEM, seules les municipalités participantes sont responsables de verser les contributions requises. Les cotisations et les contributions sont établies conformément aux taux et règles fixés par règlement du gouvernement.

Étant donné que ces deux régimes sont des régimes à employeurs multiples administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances (CARRA), qui ne comportent pas de comptes distincts, les municipalités participantes comptabilisent ces régimes comme s'ils étaient des régimes à cotisations déterminées. Ainsi, la charge encourue dans un exercice donné par une municipalité participante relativement à ces régimes de retraite correspond aux contributions devant être versées par elle pour cet exercice telles qu'établies par règlement du gouvernement.

	<u>2011</u>	<u>2010</u>
Cotisations des élus au RREM 95	<u>43 375</u>	<u>41 930</u>
Charge de l'exercice		
Contributions de l'employeur au RREM 96	143 436	141 304
Contributions de l'employeur à titre de participation au RPSEM 97	<u>66 575</u>	<u>64 807</u>
98	<u>210 011</u>	<u>206 111</u>

Note

AUTRES RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS
ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME
AU 31 DÉCEMBRE 2011

Administration municipale

Dette à long terme	1	287 141 835
--------------------	---	-------------

Ajouter

Activités d'investissement à financer	2	20 171 093
---------------------------------------	---	------------

Activités de fonctionnement à financer	3	4 921 300
--	---	-----------

Dette en cours de refinancement	4	
---------------------------------	---	--

Autres	5	
--------	---	--

-	6	
---	---	--

Déduire

Sommes affectées au remboursement de la dette à long terme		
--	--	--

Excédent accumulé	7	369 055
-------------------	---	---------

Débiteurs	8	33 375 702
-----------	---	------------

Autres montants	9	
-----------------	---	--

Montant non utilisé d'emprunts à long terme contractés	10	7 489 547
--	----	-----------

Autres	11	
--------	----	--

-	12	
---	----	--

Endettement net à long terme de l'administration municipale	13	270 999 924
---	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme des organismes contrôlés	14	
--	----	--

Endettement net à long terme	15	270 999 924
------------------------------	----	-------------

Quote-part dans l'endettement total net à long terme d'autres organismes

Municipalité régionale de comté	16	
---------------------------------	----	--

Communauté métropolitaine	17	
---------------------------	----	--

Autres organismes	18	8 517 376
-------------------	----	-----------

Endettement total net à long terme	19	279 517 300
------------------------------------	----	-------------

Quote-part dans la dette à long terme de l'agglomération (pour les municipalités reconstituées liées à une agglomération fonctionnant par quotes-parts)	20	
---	----	--

Endettement total net à long terme (compte tenu de l'agglomération s'il y a lieu)	21	279 517 300
---	----	-------------

Endettement lié au réseau d'électricité (inclus ci-dessus)	22	43 086 088
--	----	------------

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS NON AUDITÉS

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

TAXES	Administration municipale		Données consolidées		
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010	
SUR LA VALEUR FONCIÈRE					
Taxes générales					
Taxe foncière générale	1	153 114 064	154 053 967	154 053 967	147 948 543
Taxes spéciales					
Service de la dette	2				
Activités de fonctionnement	3				
Activités d'investissement	4				
Taxes de secteur					
Taxes spéciales					
Service de la dette	5	28 500	92 200	92 200	102 005
Activités de fonctionnement	6				
Activités d'investissement	7				
Autres	8				
	9	153 142 564	154 146 167	154 146 167	148 050 548
SUR UNE AUTRE BASE					
Taxes, compensations et tarification					
Services municipaux					
Eau	10	8 170 000	8 437 530	8 437 530	7 988 930
Égout	11	6 980 000	7 091 365	7 091 365	6 496 196
Traitement des eaux usées	12				
Matières résiduelles	13	6 500 000	6 703 662	6 703 662	6 469 055
Autres					
-Centre-Ville	14	38 000	37 500	37 500	37 723
-Zone Talbot	15		85 647	85 647	
-	16				
Centres d'urgence 9-1-1	17	640 000	708 173	708 173	658 511
Service de la dette	18	63 600	49 078	49 078	65 647
Activités de fonctionnement	19				
Activités d'investissement	20				
	21	22 391 600	23 112 955	23 112 955	21 716 062
Taxes d'affaires					
Sur l'ensemble de la valeur locative	22				
Autres	23				
	24				
	25	22 391 600	23 112 955	23 112 955	21 716 062
	26	175 534 164	177 259 122	177 259 122	169 766 610

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES				
GOVERNEMENT DU QUÉBEC ET SES ENTREPRISES				
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement				
Taxes sur la valeur foncière	27	1 371 563	1 295 412	1 256 063
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	28	38 200	44 179	39 427
Taxes d'affaires	29			
Compensations pour les terres publiques	30	80 300	80 306	80 373
	31	1 490 063	1 419 897	1 375 863
Immeubles des réseaux				
Santé et services sociaux	32	3 937 227	4 081 731	3 981 272
Cégeps et universités	33	3 327 523	3 564 255	3 464 602
Écoles primaires et secondaires	34	4 173 743	4 195 561	4 088 237
	35	11 438 493	11 841 547	11 534 111
Autres immeubles				
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux				
Taxes sur la valeur foncière	36			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	37			
Taxes d'affaires	38			
Biens culturels classés	39	900	1 079	1 004
	40	900	1 079	1 004
	41	12 929 456	13 262 523	12 910 978
GOVERNEMENT DU CANADA ET SES ENTREPRISES				
Taxes sur la valeur foncière	42	5 297 346	5 278 550	5 201 387
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	43	96 200	107 174	103 261
Taxes d'affaires	44			
	45	5 393 546	5 385 724	5 304 648
ORGANISMES MUNICIPAUX				
Taxes sur la valeur foncière	46			
Taxes sur une autre base				
Taxes, compensations et tarification	47			
	48			
AUTRES				
Taxes foncières des entreprises autoconsommatrices d'électricité	49	2 550 000	2 644 803	2 556 353
Autres	50	164 000	175 833	167 356
	51	2 714 000	2 820 636	2 723 709
	52	21 037 002	21 468 883	20 939 335

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS				
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - FONCTIONNEMENT				
Administration générale	53	68 121	82 240	34 474
Sécurité publique				
Police	54			
Sécurité incendie	55			
Sécurité civile	56			15 899
Autres	57			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	58	116 025	143 949	168 771
Enlèvement de la neige	59			
Autres	60			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	61		1 172 561	689 689
Transport adapté	62		1 561 136	1 581 583
Transport scolaire	63			
Autres	64			
Transport aérien	65			
Transport par eau	66	322 180	317 707	344 438
Autres	67			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	68		2 893	2 893
Réseau de distribution de l'eau potable	69		99 596	99 596
Traitement des eaux usées	70			
Réseaux d'égout	71		24 169	24 169
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	72			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	73			
Tri et conditionnement	74			
Autres	75			8 930
Autres	76			
Cours d'eau	77			
Protection de l'environnement	78	2 991	2 535	22 150
Autres	79		45 130	45 130
Santé et bien-être				
Logement social	80			
Sécurité du revenu	81			
Autres	82			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	83			
Rénovation urbaine	84	21 793	2 633 168	1 963 266
Promotion et développement économique	85	1 712 256	1 712 256	1 862 336
Autres	86	75 000	577 385	523 133
Loisirs et culture				
Activités récréatives	87	80 045	90 722	141 259
Activités culturelles				
Bibliothèques	88	483 621	539 395	534 185
Autres	89	287 544	534 685	2 519 247
Réseau d'électricité	90			
	91	3 169 576	6 805 830	10 454 490

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS RELATIFS À DES ENTENTES DE PARTAGE DE FRAIS ET AUTRES TRANSFERTS - INVESTISSEMENT				
Administration générale	92			
Sécurité publique				
Police	93	(5 912)	(5 912)	25 000
Sécurité incendie	94			
Sécurité civile	95			
Autres	96			
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	97	3 610 174	3 474 394	13 119 122
Enlèvement de la neige	98			
Autres	99			
Transport collectif				
Transport en commun				
Transport régulier	100		2 126 413	3 528 422
Transport adapté	101			
Transport scolaire	102			
Autres	103			
Transport aérien	104			
Transport par eau	105			
Autres	106			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	107	2 250 000	17 515 742	1 594 925
Réseau de distribution de l'eau potable	108	2 250 000	2 240 597	7 752 676
Traitement des eaux usées	109	5 550 000	1 309 565	1 320 852
Réseaux d'égout	110	2 250 000	998 452	3 516 153
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	111			
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	112			70 088
Tri et conditionnement	113			
Autres	114			
Autres	115	25 000		
Cours d'eau	116		100 000	
Protection de l'environnement	117			25 063
Autres	118			
Santé et bien-être				
Logement social	119			
Sécurité du revenu	120			
Autres	121			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	122			
Rénovation urbaine	123			
Promotion et développement économique	124			
Autres	125			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	126	40 000	(258 124)	20 320 161
Activités culturelles				
Bibliothèques	127			109 900
Autres	128			
Réseau d'électricité	129			
	130	15 975 174	25 374 714	51 382 362

ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

TRANSFERTS (suite)	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
TRANSFERTS DE DROIT				
Regroupement municipal	131			
Péréquation	132			
Réorganisation municipale	133			
Neutralité	134			
Diversification des revenus	135			
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	136	7 832 700	7 995 537	6 777 400
Programme d'aide financière aux MRC	137	25 190		25 190
Autres	138	18 300	693 152	18 300
	139	7 876 190	8 688 689	6 820 890
TOTAL DES TRANSFERTS	140	27 020 940	40 869 233	68 657 742

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SERVICES RENDUS	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
SERVICES RENDUS AUX ORGANISMES MUNICIPAUX				
Administration générale				
Application de la loi	141			
Évaluation	142			
Autres	143			
	144			
Sécurité publique				
Police	145	104 900	121 701	121 998
Sécurité incendie	146			
Sécurité civile	147			
Autres	148			
	149	104 900	121 701	121 998
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	150			
Enlèvement de la neige	151			
Autres	152			
Transport collectif	153			
Autres	154			
	155			
Hygiène du milieu				
Eau et égout				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	156	5 000	5 227	5 134
Réseau de distribution de l'eau potable	157			
Traitement des eaux usées	158			
Réseaux d'égout	159			
Matières résiduelles				
Déchets domestiques et assimilés	160	490 258	532 370	455 383
Matières recyclables				
Collecte sélective				
Collecte et transport	161	547 511	547 511	470 171
Tri et conditionnement	162			
Autres	163			
Autres	164			
Cours d'eau	165			
Protection de l'environnement	166			
Autres	167			
	168	1 042 769	1 085 108	930 688
Santé et bien-être				
Logement social	169			
Autres	170			
	171			
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	172			
Rénovation urbaine	173			
Promotion et développement économique	174			
Autres	175			
	176			
Loisirs et culture				
Activités récréatives	177			
Activités culturelles				
Bibliothèques	178			
Autres	179			
	180			
Réseau d'électricité	181			
	182	1 147 669	1 206 809	1 052 686

**ANALYSE DES REVENUS CONSOLIDÉS (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

SERVICES RENDUS (suite)		Administration municipale		Données consolidées	
		Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
AUTRES SERVICES RENDUS					
Administration générale	183	1 073 360	1 430 465	1 430 465	1 513 700
Sécurité publique	184	996 000	1 181 341	1 181 341	1 131 351
Transport					
Réseau routier	185	421 500	522 073	522 073	801 942
Transport collectif					
Transport en commun					
Transport régulier	186			3 960 646	3 955 795
Transport adapté	187			144 565	146 592
Transport scolaire	188				
Autres	189		261 851	627 640	281 366
Autres	190				
Hygiène du milieu	191	1 035 000	1 047 107	1 047 107	972 000
Santé et bien-être	192				
Aménagement, urbanisme et développement	193	138 500	326 859	385 793	518 635
Loisirs et culture	194	1 620 650	1 800 440	1 805 440	1 617 250
Réseau d'électricité	195	37 794 888	41 703 449	41 703 449	34 825 955
	196	43 079 898	48 273 585	52 808 519	45 764 586
TOTAL DES SERVICES RENDUS	197	44 227 567	49 480 394	54 015 328	46 817 272
IMPOSITION DE DROITS					
Licences et permis	198	760 000	953 284	953 284	853 752
Droits de mutation immobilière	199	3 450 000	4 543 634	4 543 634	4 098 755
Droits sur les carrières et sablières	200	400 000	833 283	833 283	643 454
Autres	201	8 000	23 094	23 094	4 550
	202	4 618 000	6 353 295	6 353 295	5 600 511
AMENDES ET PÉNALITÉS	203	3 850 000	4 100 764	4 100 764	3 829 474
INTÉRÊTS	204	1 400 000	1 656 292	1 782 313	2 027 227
AUTRES REVENUS					
Gain (perte) sur cession d'immobilisations	205	600 000		1 737	872 897
Produit de cession de propriétés destinées à la revente	206				
Gain (perte) sur cession de placements	207				
Contributions des promoteurs	208	2 817 200	3 317 350	3 317 350	1 768 960
Contributions des automobilistes pour le transport en commun	209			2 696 286	2 692 866
Contributions des organismes municipaux	210				
Autres	211	6 329 237	10 352 333	10 636 607	6 242 307
	212	9 746 437	13 669 683	16 651 980	11 577 030

**ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
Conseil	1	2 512 914	2 538 855	68 730	2 607 585	2 607 585	2 654 779
Application de la loi	2	809 712	730 507	21 478	751 985	751 985	779 127
Gestion financière et administrative	3	14 762 308	14 556 151	391 329	14 947 480	14 947 480	14 095 047
Greffe	4	1 368 434	1 258 750	52 278	1 311 028	1 311 028	1 728 546
Évaluation	5	2 450 210	1 830 275	21 478	1 851 753	1 851 753	902 236
Gestion du personnel	6	3 346 887	3 572 387	98 688	3 671 075	3 671 075	3 404 839
Autres	7	28 234 202	20 935 530	451 042	21 386 572	21 375 432	17 424 642
	8	53 484 667	45 422 455	1 105 023	46 527 478	46 516 338	40 989 216
SÉCURITÉ PUBLIQUE							
Police	9	28 566 076	28 366 866	1 215 173	29 582 039	29 582 039	28 752 438
Sécurité incendie	10	12 578 514	12 136 406	661 136	12 797 542	12 797 542	11 595 569
Sécurité civile	11			14 297	14 297	14 297	10 355
Autres	12	954 506	842 304		842 304	842 304	883 692
	13	42 099 096	41 345 576	1 890 606	43 236 182	43 236 182	41 242 054
TRANSPORT							
Réseau routier							
Voirie municipale	14	9 364 782	5 972 959	9 906 589	15 879 548	15 879 548	12 538 433
Enlèvement de la neige	15	13 160 711	17 671 487	604 824	18 276 311	18 276 311	19 038 966
Éclairage des rues	16	2 124 741	2 160 482	39 592	2 200 074	2 200 074	2 409 089
Circulation et stationnement	17	1 505 059	1 671 888	309 387	1 981 275	1 981 275	2 949 001
Transport collectif							
Transport en commun	18	7 508 000	9 520 017	52 065	9 572 082	20 104 515	19 013 796
Transport aérien	19	134 000	13 904	109 934	123 838	123 838	135 711
Transport par eau	20	168 029	405 099	826 492	1 231 591	1 231 591	1 125 637
Autres	21						
	22	33 965 322	37 415 836	11 848 883	49 264 719	59 797 152	57 210 633

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
HYGIÈNE DU MILIEU							
Eau et égout							
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	23	4 741 745	3 926 225	829 412	4 755 637	4 755 637	4 708 331
Réseau de distribution de l'eau potable	24	6 433 109	6 460 755	4 338 551	10 799 306	10 799 306	8 470 154
Traitement des eaux usées	25	3 181 657	4 027 098	2 719 934	6 747 032	6 747 032	6 190 716
Réseaux d'égout	26	3 356 893	3 291 675	3 257 302	6 548 977	6 548 977	6 526 971
Matières résiduelles							
Déchets domestiques et assimilés							
Collecte et transport	27	3 655 217	3 614 331	46 882	3 661 213	3 661 213	3 107 046
Élimination	28	6 046 496	6 268 316	430 301	6 698 617	6 698 617	5 662 140
Matières recyclables							
Collecte sélective							
Collecte et transport	29	2 763 075	2 648 602	28 152	2 676 754	2 676 754	2 623 694
Tri et conditionnement	30	2 080 201	2 055 408	18 768	2 074 176	2 074 176	1 855 185
Matières organiques							
Collecte et transport	31						
Traitement	32						
Matériaux secs	33	19 955					954
Autres	34						
Plan de gestion	35						
Autres	36						
Cours d'eau	37						
Protection de l'environnement	38	201 581	187 160	2 448	189 608	189 608	135 177
Autres	39						
	40	32 479 929	32 479 570	11 671 750	44 151 320	44 151 320	39 280 368
SANTÉ ET BIEN-ÊTRE							
Logement social	41	1 350 000	1 232 232		1 232 232	1 232 232	1 201 917
Sécurité du revenu	42						
Autres	43			99 043	99 043	99 043	70 035
	44	1 350 000	1 232 232	99 043	1 331 275	1 331 275	1 271 952
AMÉNAGEMENT, URBANISME ET DÉVELOPPEMENT							
Aménagement, urbanisme et zonage	45	8 164 322	8 850 295	283 252	9 133 547	9 133 547	9 022 506
Rénovation urbaine							
Biens patrimoniaux	46						
Autres biens	47		4 227 940	333 264	4 561 204	4 561 204	3 463 512
Promotion et développement économique							
Industries et commerces	48	9 488 071	10 069 887	150 150	10 220 037	10 305 225	11 640 930
Tourisme	49			316 737	316 737	316 737	4 800
Autres	50						
Autres	51						
	52	17 652 393	23 148 122	1 083 403	24 231 525	24 316 713	24 131 748

ANALYSE DES CHARGES CONSOLIDÉES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

	Administration municipale				Données consolidées		
	Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010	
	Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total			
LOISIRS ET CULTURE							
Activités récréatives							
Centres communautaires	53	3 724 689	3 660 813	1 884 791	5 545 604	5 545 604	3 980 607
Patinoires intérieures et extérieures	54	6 797 866	6 915 225	641 730	7 556 955	7 556 955	8 580 298
Piscines, plages et ports de plaisance	55	1 346 956	1 309 573	56 841	1 366 414	1 366 414	1 384 500
Parcs et terrains de jeux	56	5 254 865	5 336 186	927 597	6 263 783	6 226 918	5 201 052
Parcs régionaux	57						
Expositions et foires	58	793 696	838 963	28 127	867 090	867 090	766 526
Autres	59	528 698	528 837	124 290	653 127	653 127	545 968
	60	18 446 770	18 589 597	3 663 376	22 252 973	22 216 108	20 458 951
Activités culturelles							
Centres communautaires	61	2 699 277	3 064 450	503 207	3 567 657	3 567 657	3 338 312
Bibliothèques	62	5 227 264	5 311 352	379 234	5 690 586	5 690 586	5 304 035
Patrimoine							
Musées et centres d'exposition	63	803 812	762 871	597 886	1 360 757	1 360 757	1 163 112
Autres ressources du patrimoine	64	37 132	72 385	253 701	326 086	326 086	89 665
Autres	65	14 800	205 084	45 189	250 273	271 467	2 583 162
	66	8 782 285	9 416 142	1 779 217	11 195 359	11 216 553	12 478 286
	67	27 229 055	28 005 739	5 442 593	33 448 332	33 432 661	32 937 237
RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ	68	31 174 619	30 660 227	943 560	31 603 787	31 603 787	29 808 342
FRAIS DE FINANCEMENT							
Dettes à long terme							
Intérêts	69	11 239 659	10 233 660		10 233 660	10 849 455	9 077 266
Autres frais	70	875 868	692 148		692 148	692 148	680 647
Autres frais de financement							
Avantages sociaux futurs	71		9 217 500		9 217 500	9 217 500	6 528 900
Autres	72	186 000	302 907		302 907	307 524	194 749
	73	12 301 527	20 446 215		20 446 215	21 066 627	16 481 562
AMORTISSEMENT DES IMMOBILISATIONS	74	29 463 558	34 084 861	(34 084 861)			

Section II - Autres renseignements financiers

TABLE DES MATIÈRES

	<u>PAGE</u>
Taux global de taxation réel audité	
Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel	31
Taux global de taxation réel	32
Autres renseignements non audités	
Acquisition d'immobilisations consolidées par catégories	36
Acquisition d'immobilisations consolidées d'infrastructures d'eau	36
Analyse de la dette à long terme consolidée	37
Analyse de la charge de quotes-parts consolidée	38
Analyse de la rémunération non consolidée	39
Analyse de l'activité « Eau et égout » non consolidée	39
Analyse du coût des services municipaux non consolidé	40
Acquisition d'immobilisations non consolidées par objets	41
Analyse de l'excédent (déficit) accumulé non consolidé	42
Fonds de roulement non consolidé - Capital autorisé	43
Soldes disponibles des règlements d'emprunt fermés non consolidés	44
Excédent (déficit) de fonctionnement du réseau d'électricité à des fins fiscales non consolidé	45
Taux des taxes	46
Questionnaire	48
Autres données	49
Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013	50
Transmission électronique du rapport financier consolidé	51

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Aux membres du conseil,

J'ai effectué l'audit du taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville de Saguenay (ci-après «la ville»). Ce taux a été établi par la direction de la ville sur la base des dispositions de la section III du chapitre XVIII.1 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., chapitre F-2.1) (ci-après «les exigences légales»).

Responsabilité de la direction pour le taux global de taxation réel

La direction est responsable de l'établissement du taux global de taxation réel conformément aux exigences légales, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre l'établissement du taux global de taxation réel exempt d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Responsabilité de l'auditeur

Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur le taux global de taxation réel, sur la base de mon audit. J'ai effectué mon audit selon les normes d'audit généralement reconnues du Canada. Ces normes requièrent que je me conforme aux règles de déontologie et que je planifie et réalise l'audit de façon à obtenir l'assurance raisonnable que le taux global de taxation réel ne comporte pas d'anomalies significatives.

Un audit implique la mise en oeuvre de procédures en vue de recueillir des éléments probants concernant l'établissement du taux global de taxation réel. Le choix des procédures relève du jugement de l'auditeur, et notamment de son évaluation des risques que le taux global de taxation réel comporte des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs. Dans l'évaluation de ces risques, l'auditeur prend en considération le contrôle interne de l'entité portant sur l'établissement du taux global de taxation réel, afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'entité. Un audit comporte également l'appréciation du caractère approprié des méthodes comptables retenues et du caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que l'appréciation de la présentation d'ensemble du taux global de taxation réel.

J'estime que les éléments probants recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion d'audit.

Opinion

À mon avis, le taux global de taxation réel de l'exercice terminé le 31 décembre 2011 de la Ville a été établi, dans tous ses aspects significatifs, conformément aux exigences légales.

Observations

Sans pour autant modifier mon opinion, j'attire l'attention sur le fait que le taux global de taxation réel a été préparé afin de permettre à la Ville de se conformer à l'article 105 de la Loi sur les cités et villes (L.R.Q., chapitre C-19). En conséquence, il est possible que le taux global de taxation réel ne puisse se prêter à un usage autre.

**RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT
SUR LE TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL**

Rina Zampieri ,CA Auditeur
201 rue Racine Est, Chicoutimi Qc, G7H 5B8, C.P. 8060

DATE 2012-04-24

Dernière modification : 2012-04-24 15:05:16

Réservé au ministère

709 635 620	22 145 061	133 237 718	1,464
-------------	------------	-------------	-------

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

CONCILIATION DES REVENUS DE TAXES NON CONSOLIDÉS

Revenus de taxes avant ajouts et déductions	1	<u>177 721 895</u>
Ajouter		
Majoration en vertu de l'article 253.51 de la Loi sur la fiscalité municipale (L.R.Q., c. F-2.1) ci-après citée LFM	2	<u> </u>
Déduire		
Crédits en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1) ou d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité, de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8) et des articles 92 et 92.1 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)	3	328 205
Dégrèvement en vertu de l'article 244.59 LFM	4	
Dégrèvement en vertu de l'article 253.36 LFM	5	
Crédit de taxe d'affaires en vertu de l'article 237 LFM	6	
Autres crédits de taxes, sauf l'escompte pour paiement avant l'échéance	7	
Dotations de l'exercice à la provision pour contestations d'évaluations foncière et locative		
Montant relatif aux taxes foncières	8	134 568
Montant relatif à la taxe d'affaires sur la valeur locative	9	<u> </u>
	10	<u>462 773</u>
Revenus de taxes	11	<u><u>177 259 122</u></u>

**TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

ÉVALUATION DES IMMEUBLES IMPOSABLES

Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 1 ^{er} janvier 2011 ²	1	<u>9 060 233 300</u>
Évaluation des immeubles imposables, selon le rôle ou ajustée ¹ , au 31 décembre 2011 ²	2	<u>9 142 060 600</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel (ligne 1 + ligne 2) ÷ 2	3	<u>9 101 146 950</u>

CALCUL DU TAUX GLOBAL DE TAXATION RÉEL³

Revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel	4	<u>133 237 718</u>
Évaluation des immeubles imposables aux fins du calcul du taux global de taxation réel	5	<u>9 101 146 950</u>
Taux global de taxation réel de 2011	6	| 1 | , | 4 | 6 | 4 | 0 | / 100 \$

**ÉVALUATION NON AJUSTÉE DES IMMEUBLES IMPOSABLES¹
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 1 ^{er} janvier 2011 ²	7	_____
Évaluation des immeubles imposables selon le rôle au 31 décembre 2011 ²	8	_____
Évaluation non ajustée des immeubles imposables (ligne 7 + ligne 8) ÷ 2	9	_____

1. Pour les municipalités qui se prévalent de l'étalement en vertu des articles 253.27 à 253.35 LFM.

2. L'évaluation tient compte de toutes modifications qui ont un effet au 1^{er} janvier ou au 31 décembre, selon le cas.

3. Articles 261.5.12 à 261.5.14 LFM.

AUTRES RENSEIGNEMENTS NON AUDITÉS

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR CATÉGORIES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
IMMOBILISATIONS				
Infrastructures				
Conduites d'eau potable	1	2 697 500	9 196 879	11 021 420
Usines de traitement de l'eau potable	2	2 550 000	2 921 655	2 422 471
Usines et bassins d'épuration	3	8 450 000	380 019	945 077
Conduites d'égout	4	3 027 500	2 294 237	2 947 246
Sites d'enfouissement et incinérateurs	5			
Chemins, rues, routes et trottoirs	6	25 198 200	19 900 080	23 653 945
Ponts, tunnels et viaducs	7		366 556	403 687
Système d'éclairage des rues	8	550 000	80 349	70 211
Aires de stationnement	9		211 822	343 589
Parcs et terrains de jeux	10	2 651 600	6 668 732	7 341 678
Autres infrastructures	11	1 160 000	2 265 605	2 897 138
Réseau d'électricité	12	500 000	6 768 451	27 385 225
Bâtiments				
Édifices administratifs	13	2 785 000	2 433 924	2 517 330
Édifices communautaires et récréatifs	14	405 000	12 996 424	8 584 188
Améliorations locatives	15			
Véhicules				
Véhicules de transport en commun	16			1 982 001
Autres	17	3 500 000	4 191 996	5 216 700
Ameublement et équipement de bureau	18	1 200 000	2 420 071	3 274 259
Machinerie, outillage et équipement divers	19	2 292 000	753 656	868 131
Terrains	20		1 354 140	6 555 141
Autres	21	359 400		31 732
	22	57 326 200	75 204 596	108 461 169

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES D'INFRASTRUCTURES D'EAU
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

Infrastructures existantes				
Conduites d'eau potable	23		9 196 879	11 021 420
Usines de traitement de l'eau potable	24		2 921 655	2 422 471
Usines et bassins d'épuration	25		380 019	945 077
Conduites d'égout	26		2 294 237	2 947 246
Infrastructures pour nouveau développement				
Conduites d'eau potable	27			
Usines de traitement de l'eau potable	28			
Usines et bassins d'épuration	29			
Conduites d'égout	30			
	31		14 792 790	17 336 214

**ANALYSE DE LA DETTE À LONG TERME CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Solde au 1 ^{er} janvier	Augmentation	Diminution	Solde au 31 décembre
Dettes à long terme					
Obligations et billets en monnaie canadienne	1	243 033 300	56 723 000	41 237 000	258 519 300
Obligations et billets en monnaies étrangères	2				
Autres dettes à long terme					
Gouvernement du Québec et ses entreprises	3	8 912 508	41 808 800	755 716	49 965 592
Organismes municipaux	4				
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	5	14 713	719	2 885	12 547
Autres	6				
	7	251 960 521	98 532 519	41 995 601	308 497 439
La dette à long terme, incluant la dette en cours de refinancement, est assumée de la façon suivante :					
Par la municipalité					
Excédent accumulé affecté au remboursement de la dette à long terme					
Excédent de fonctionnement affecté	8				
Réserves financières et fonds réservés	9	3 388 260	514 033	342 621	3 559 672
Montant à la charge					
D'une partie des contribuables ou des municipalités membres					
De l'ensemble des contribuables ou des municipalités membres	10	22 228 620		6 132 840	16 095 780
De la municipalité (Société de transport en commun)	11	193 207 000	84 193 707	30 814 422	246 586 285
	12				
	13	218 823 880	84 707 740	37 289 883	266 241 737
Par les tiers (montants affectés au remboursement de la dette à long terme)					
Débiteurs					
Gouvernement du Québec et ses entreprises					
Organismes municipaux	14	33 136 641	13 824 779	4 705 718	42 255 702
Autres tiers	15				
Autres	16				
	17				
	18	33 136 641	13 824 779	4 705 718	42 255 702
Prêts					
	19				
	20	33 136 641	13 824 779	4 705 718	42 255 702
	21	251 960 521	98 532 519	41 995 601	308 497 439
Dettes en cours de refinancement	22	()		()	
	23	251 960 521	98 532 519	41 995 601	308 497 439

**ANALYSE DE LA CHARGE DE QUOTES-PARTS CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Administration municipale		Données consolidées	
	Budget 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2011	Réalisations 2010
Administration générale				
Application de la loi		1		
Évaluation		2		
Autres		3		
Sécurité publique				
Police		4		
Sécurité incendie		5		
Sécurité civile		6		
Autres		7		
Transport				
Réseau routier		8		
Transport collectif		9		
Autres		10		
Hygiène du milieu				
Eau et égout		11		
Matières résiduelles		12		
Cours d'eau		13		
Protection de l'environnement		14		
Autres		15		
Santé et bien-être				
Logement social		16		
Autres		17		
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage		18		
Rénovation urbaine		19		
Promotion et développement économique		20		
Autres		21		
Loisirs et culture				
Activités récréatives		22		
Activités culturelles		23		
Réseau d'électricité		24		
		25		

**ANALYSE DE LA RÉMUNÉRATION NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Effectifs personnes/ année²	Semaine normale (heures)	Rémunération	Charges sociales	Total¹
Administration municipale						
Cadres et contremaîtres	1	184,00	35,00	16 633 104	5 572 160	22 205 264
Professionnels	2	19,00	35,00	1 438 860	482 024	1 920 884
Cols blancs	3	397,00	35,00	20 904 072	7 002 953	27 907 025
Cols bleus	4	403,00	40,00	24 091 032	8 070 598	32 161 630
Policiers	5	185,00	40,00	15 515 059	5 197 610	20 712 669
Pompiers	6	97,00	42,00	6 658 908	2 230 762	8 889 670
Conducteurs et opérateurs (transport en commun)	7					
	8	1 285,00		85 241 035	28 556 107	113 797 142
Élus	9	20,00		1 067 818	256 576	1 324 394
	10	1 305,00		86 308 853	28 812 683	115 121 536

1. Inclut la rémunération et les charges sociales aux fins de fonctionnement et d'immobilisations.

2. En vertu de la Loi sur l'accès aux documents des organismes publics et sur la protection des renseignements personnels (L.R.Q., c. A-2.1), le salaire d'un employé, à l'exception de celui d'un cadre, est un renseignement confidentiel. Ainsi, certaines informations relatives à la rémunération et aux charges sociales sont remplacées par des astérisques à l'impression du document, s'il y a lieu.

**ANALYSE DE L'ACTIVITÉ « EAU ET ÉGOUT » NON CONSOLIDÉE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Revenus de transfert		
		Gouvernement du Québec	Gouvernement du Canada	Total
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	11	6 138 741	11 377 001	17 515 742
Réseau de distribution de l'eau potable	12	581 638	1 658 958	2 240 596
Traitement des eaux usées	13		1 309 565	1 309 565
Réseaux d'égout	14	(155 556)	1 154 008	998 452

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Administration générale												
Application de la loi	1	730 507	27	21 478	53	751 985	79	105	751 985	131	27 713	
Évaluation	2	1 830 275	28	21 478	54	1 851 753	80	106	1 851 753	132	48 498	
Autres	3	42 861 673	29	1 062 067	55	43 923 740	81	107	42 493 275	133	10 137 017	
	4	45 422 455	30	1 105 023	56	46 527 478	82	108	45 097 013	134	10 213 228	
Sécurité publique												
Police	5	28 366 866	31	1 215 173	57	29 582 039	83	109	28 309 470	135	95 729	
Sécurité incendie	6	12 136 406	32	661 136	58	12 797 542	84	110	12 767 069	136	143 593	
Sécurité civile	7		33	14 297	59	14 297	85	111	14 297	137		
Autres	8	842 304	34		60	842 304	86	112	842 304	138		
	9	41 345 576	35	1 890 606	61	43 236 182	87	113	41 933 140	139	239 322	
Transport												
Réseau routier												
Voirie municipale	10	5 972 959	36	9 906 589	62	15 879 548	88	114	15 385 155	140	1 830 947	
Enlèvement de la neige	11	17 671 487	37	604 824	63	18 276 311	89	115	18 248 631	141	1 131 858	
Autres	12	3 832 370	38	348 979	64	4 181 349	90	116	4 181 349	142		
Transport collectif	13	9 939 020	39	988 491	65	10 927 511	91	117	10 665 660	143	332 899	
Autres	14		40		66		92	118		144	33 290	
	15	37 415 836	41	11 848 883	67	49 264 719	93	119	48 480 795	145	3 328 994	
Hygiène du milieu												
Eau et égout												
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	16	3 926 225	42	829 412	68	4 755 637	94	120	4 750 410	146	157 101	
Réseau de distribution de l'eau potable	17	6 460 755	43	4 338 551	69	10 799 306	95	121	10 145 756	147	417 083	
Traitement des eaux usées	18	4 027 098	44	2 719 934	70	6 747 032	96	122	6 741 801	148	493 160	
Réseaux d'égout	19	3 291 675	45	3 257 302	71	6 548 977	97	123	6 548 977	149	417 083	
Matières résiduelles												
Déchets domestiques et assimilés	20	9 882 647	46	477 183	72	10 359 830	98	124	9 827 460	150	83 417	
Matières recyclables	21	4 704 010	47	46 920	73	4 750 930	99	125	3 815 093	151	139 028	
Autres	22		48		74		100	126		152		
Cours d'eau	23		49		75		101	127		153	2 781	
Protection de l'environnement	24	187 160	50	2 448	76	189 608	102	128	189 608	154	27 806	
Autres	25		51		77		103	129		155	6 951	
	26	32 479 570	52	11 671 750	78	44 151 320	104	130	42 019 105	156	1 744 410	

**ANALYSE DU COÛT DES SERVICES MUNICIPAUX NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Charges avant amortissement	+	Amortissement des immo- bilisations	=	Charges	-	Services rendus	=	Coût des services municipaux		Frais de financement
Santé et bien-être												
Logement social	157	1 232 232	172		187	1 232 232	202		217	1 232 232	232	3 091
Sécurité du revenu	158		173		188		203		218		233	
Autres	159		174	99 043	189	99 043	204		219	99 043	234	
	160	1 232 232	175	99 043	190	1 331 275	205		220	1 331 275	235	3 091
Aménagement, urbanisme et développement												
Aménagement, urbanisme et zonage	161	8 850 295	176	283 252	191	9 133 547	206	210 406	221	8 923 141	236	246 163
Rénovation urbaine	162	4 227 940	177	333 264	192	4 561 204	207	116 453	222	4 444 751	237	492 325
Promotion et développement économique	163	10 069 887	178	466 887	193	10 536 774	208		223	10 536 774	238	196 930
Autres	164		179		194		209		224		239	49 233
	165	23 148 122	180	1 083 403	195	24 231 525	210	326 859	225	23 904 666	240	984 651
Loisirs et culture												
Activités récréatives	166	18 589 597	181	3 663 376	196	22 252 973	211	1 697 512	226	20 555 461	241	1 168 753
Activités culturelles												
Bibliothèques	167	5 311 352	182	379 234	197	5 690 586	212	102 928	227	5 587 658	242	467 501
Autres	168	4 104 790	183	1 399 983	198	5 504 773	213		228	5 504 773	243	701 252
	169	28 005 739	184	5 442 593	199	33 448 332	214	1 800 440	229	31 647 892	244	2 337 506
Réseau d'électricité												
	170	30 660 227	185	943 560	200	31 603 787	215	41 703 449	230	(10 099 662)	245	1 595 013
	171	239 709 757	186	34 084 861	201	273 794 618	216	49 480 394	231	224 314 224	246	20 446 215

**ACQUISITION D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR OBJETS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Rémunération	1	2 951 742	4 116 959
Charges sociales	2	621 716	867 480
Biens et services	3	71 530 157	100 078 308
Frais de financement	4	100 981	655 844
Autres	5		
	6	75 204 596	105 718 591

**ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté			
Solde au début de l'exercice	1	6 186 328	114 510
Redressement aux exercices antérieurs	2		
Solde redressé au début de l'exercice	3	6 186 328	114 510
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	4	9 724 825	6 166 818
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	5	(3 105 350)	(95 000)
Activités d'investissement	6	(2 033 205)	
Excédent de fonctionnement affecté	7	(1 000 000)	
Réserves financières et fonds réservés	8		
Montant à pourvoir dans le futur	9		
Financement des investissements en cours	10	23 205	
	11	3 609 475	6 071 818
Solde à la fin de l'exercice	12	9 795 803	6 186 328
Excédent de fonctionnement affecté			
Solde au début de l'exercice	13	1 000 000	1 000 000
Redressement aux exercices antérieurs	14		
Solde redressé au début de l'exercice	15	1 000 000	1 000 000
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	16		
Activités d'investissement	17		
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	18	1 000 000	
Financement des investissements en cours	19		
Investissement net dans les éléments à long terme	20		
	21	1 000 000	
Solde à la fin de l'exercice	22	2 000 000	1 000 000
Réserves financières et fonds réservés			
Solde au début de l'exercice	23	3 126 319	5 418 347
Redressement aux exercices antérieurs	24		
Solde redressé au début de l'exercice	25	3 126 319	5 418 347
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement	26	984 349	(1 071 246)
Activités d'investissement	27	(1 894 934)	(1 508 544)
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	28		
Financement des investissements en cours	29	165 516	287 762
	30	(745 069)	(2 292 028)
Solde à la fin de l'exercice	31	2 381 250	3 126 319

ANALYSE DE L'EXCÉDENT (DÉFICIT) ACCUMULÉ NON CONSOLIDÉ (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

		2011	2010
Montant à pouvoir dans le futur			
Solde au début de l'exercice	32	(38 564 839)	(28 766 940)
Redressement aux exercices antérieurs	33		
Solde redressé au début de l'exercice	34	(38 564 839)	(28 766 940)
Augmentation de l'exercice			
Avantages sociaux futurs			
Déficit initial au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés	35	())	())
Avantages postérieurs au 1 ^{er} janvier 2007			
Régimes capitalisés			
Mesure d'allègement pour la crise financière 2008	36	(10 596 400)	(8 691 300)
Autres	37	())	())
Régimes non capitalisés	38	(685 800)	(1 215 100)
Frais de fermeture et d'après-fermeture des sites			
d'enfouissement	39	())	())
Autres	40	())	(236 126)
	41	(11 282 200)	(10 142 526)
Diminution de l'exercice			
	42	118 825	344 627
	43	(11 163 375)	(9 797 899)
Solde à la fin de l'exercice	44	(49 728 214)	(38 564 839)
Financement des investissements en cours			
Solde au début de l'exercice	45	(28 936 943)	(21 699 965)
Redressement aux exercices antérieurs	46		
Solde redressé au début de l'exercice	47	(28 936 943)	(21 699 965)
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Excédent (déficit) d'investissement de l'exercice à des fins fiscales	48	39 411 115	(6 949 216)
Affectations et virements			
Activités de fonctionnement			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	49		
Excédent de fonctionnement affecté	50	(23 205)	
Réserves financières et fonds réservés	51		
	52	(165 516)	(287 762)
	53	39 222 394	(7 236 978)
Solde à la fin de l'exercice	54	10 285 451	(28 936 943)
Investissement net dans les éléments à long terme			
Solde au début de l'exercice	55	720 618 170	663 049 076
Redressement aux exercices antérieurs	56		
Solde redressé au début de l'exercice	57	720 618 170	663 049 076
Variation de l'exercice	58	(11 306 592)	57 569 094
Solde à la fin de l'exercice	59	709 311 578	720 618 170

**FONDS DE ROULEMENT NON CONSOLIDÉ
CAPITAL AUTORISÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	<u>RÈGLEMENT N°</u>	<u>MONTANT AUTORISÉ</u>
CAPITAL AUTORISÉ AU 1 ^{ER} JANVIER	1	<u>3 303 155</u>
Augmentation		
À même l'excédent de fonctionnement	<u>2</u>	
Par l'imposition d'une taxe spéciale	<u>3</u>	
Par l'adoption d'un règlement d'emprunt	<u>4</u>	
	5	<u>3 303 155</u>
Diminution		
	<u>6</u>	
CAPITAL AUTORISÉ AU 31 DÉCEMBRE	7	<u>3 303 155</u>

**SOLDES DISPONIBLES DES RÈGLEMENTS D'EMPRUNT FERMÉS NON CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Solde au 1^{er} janvier	Redressement aux exercices antérieurs (note 18)	Règlements d'emprunt fermés		Utilisation de l'exercice	Transferts	Solde au 31 décembre
			Activités de fonctionnement	Activités d'in- vestissement			
Montant non réservé	1 796 769	2	3	4 165 516	5	6 265 044	7 697 241
Montant réservé pour le service de la dette	8	9	10	11	12	13	14
	15 796 769	16	17	18 165 516	19	20 265 044	21 697 241

**EXCÉDENT (DÉFICIT) DE FONCTIONNEMENT DU RÉSEAU D'ÉLECTRICITÉ
À DES FINS FISCALES NON CONSOLIDÉ
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	2011		2010
	Budget	Réalizations	Réalizations
Revenus			
Ventes d'électricité			
Domestique et agricole	1	37 499 888	41 161 175
Générale et institutionnelle	2		34 301 403
Industrielle	3		
Autres	4	80 000	176 253
Autres revenus	5	215 000	366 020
	6	37 794 888	41 703 448
Charges			
Achat d'énergie	7	26 100 000	25 900 386
Taxe sur le revenu brut	8		24 748 577
Frais d'exploitation	9	5 753 519	5 479 953
Autres frais	10	171 100	158 328
Frais de financement	11	1 701 058	1 548 493
Amortissement des immobilisations	12	952 574	943 560
	13	34 678 251	34 030 720
Partie imputée à la municipalité pour consommation d'électricité	14	(850 000)	(878 440)
	15	33 828 251	33 152 280
Excédent (déficit) de fonctionnement avant conciliation à des fins fiscales	16	3 966 637	8 551 168
CONCILIATION À DES FINS FISCALES			
<i>Ajouter (déduire)</i>			
Immobilisations			
Amortissement	17	952 574	943 560
Produit de cession	18		954 358
(Gain) perte sur cession	19		
Réduction de valeur	20		
	21	952 574	943 560
Financement			
Financement à long terme des activités de fonctionnement	22		
Remboursement de la dette à long terme	23	(159 750)	(159 750)
	24	(159 750)	(165 663)
Affectations			
Activités d'investissement	25	(500 000)	(500 000)
Excédent (déficit) accumulé			
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	26		
Excédent de fonctionnement affecté	27		
Réserves financières et fonds réservés	28		
Montant à pourvoir dans le futur	29		
Financement des investissements en cours	30		
	31	(500 000)	(500 000)
	32	292 824	283 810
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	33	4 259 461	8 834 978
			5 295 929

TAUX DES TAXES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Taxes sur la valeur foncière		Du 100 \$ d'évaluation
Taxes générales		
Taxe foncière générale (taux unique)	1	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxe foncière générale (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	2	□ 1 , □ 2 | 0 | 9 | 5 □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	3	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	4	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	5	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	6	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	7	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux unique)	8	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour le service de la dette (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	9	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	10	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	11	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	12	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	13	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	14	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux unique)	15	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités de fonctionnement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	16	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	17	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	18	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	19	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	20	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	21	□ , □ □ □ □ □ \$
<hr/>		
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux unique)	22	□ , □ □ □ □ □ \$
Taxes spéciales pour les activités d'investissement (taux variés)		
Catégorie résiduelle (résidentielle et autres)	23	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles de 6 logements ou plus	24	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles non résidentiels	25	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles industriels	26	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des terrains vagues desservis	27	□ , □ □ □ □ □ \$
Catégorie des immeubles agricoles	28	□ , □ □ □ □ □ \$

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Compensations et tarification pour services municipaux résidentiels
(Montant fixe)

Par unité de logement

Eau	1	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="9"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Égout	2	<input type="text" value="1"/> <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$
Eau et égout	3	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Traitement des eaux usées	4	<input type="text"/> <input type="text"/> <input type="text"/> , <input type="text"/> <input type="text"/>	\$
Matières résiduelles	5	<input type="text" value="9"/> <input type="text" value="8"/> , <input type="text" value="0"/> <input type="text" value="0"/>	\$

% de la valeur locative

Taxe d'affaires sur la valeur locative

6 , %

Autres taxes et compensations, et autres modes de tarification

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. résiduelle - Chicoutimi	1,2095	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. 6 logements ou + - Chicoutimi	1,4412	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. non résidentiels - Chicoutimi	3,2521	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. industriels - Chicoutimi	3,7537	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. terrains vagues - Chicoutimi	2,2922	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. agricoles - Chicoutimi	1,2095	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. résiduelle - Jonquière	1,2276	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. 6 logements ou + - Jonquière	1,4135	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. non résidentiels - Jonquière	3,2755	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. industriels - Jonquière	3,7424	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. terrains vagues - Jonquière	2,3994	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. agricoles - Jonquière	1,2276	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. résiduelle - La Baie	1,2167	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. 6 logements ou + - La Baie	1,3871	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. non résidentiels - La Baie	3,3345	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. industriels - La Baie	3,8269	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. terrains vagues - La Baie	2,3763	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. agricoles - La Baie	1,2167	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. résiduelle - Laterrière	,9617	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. 6 logements ou + - Laterrière	1,1648	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. non résidentiels - Laterrière	2,5035	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. industriels - Laterrière	2,8237	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. terrains vagues - Laterrière	1,7575	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. agricoles - Laterrière	,9617	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. résiduelle - Canton	1,1072	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. 6 logements ou + - Canton	1,3561	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. non résidentiels - Canton	2,6876	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. industriels - Canton	3,0443	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. terrains vagues - Canton	2,0484	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. agricoles - Canton	1,1072	1	du 100 \$ d'évaluation

TAUX DES TAXES (suite)
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

Description	Taux	Code ¹	Préciser
Taxe gén. résiduelle - Lac-Kénogami	,9639	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. 6 logements ou + -Lac-Kénogami	1,1400	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. non résidentiels -Lac-Kénogami	2,4554	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. industriels - Lac-Kénogami	2,7791	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. terrains vagues - Lac-Kénogami	1,8213	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. agricoles - Lac-Kénogami	,9639	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. résiduelle - Shipshaw	1,2062	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. 6 logements ou + - Shipshaw	1,4132	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. non résidentiels - Shipshaw	3,1036	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. industriels - Shipshaw	3,5322	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. terrains vagues - Shipshaw	2,2602	1	du 100 \$ d'évaluation
Taxe gén. agricoles - Shipshaw	1,2062	1	du 100 \$ d'évaluation
Eau base ex-ville - Chicoutimi	99,0000	7	par unité de logement
Eau base ex-ville - Jonquièrre	99,0000	7	par unité de logement
Eau base ex-ville - La Baie	99,0000	7	par unité de logement
Eau base ex-ville - Laterrière	105,0000	7	par unité de logement
Eau base ex-ville - Canton	180,0000	7	par unité de logement
Eau base ex-ville - Lac-Kénogami	110,0000	7	par unité de logement
Eau base ex-ville - Shipshaw	99,0000	7	par unité de logement
Égouts base ex-ville - Chicoutimi	100,0000	7	par unité de logement
Égouts base ex-ville - Jonquièrre	100,0000	7	par unité de logement
Égouts base ex-ville - La Baie	85,0000	7	par unité de logement
Égouts base ex-ville - Laterrière	125,0000	7	par unité de logement
Égouts base ex-ville - Canton	137,0000	7	par unité de logement
Égouts base ex-ville - Shipshaw	100,0000	7	par unité de logement
Déchets ex-ville - Chicoutimi	98,0000	7	par unité de logement
Déchets ex-ville - Jonquièrre	100,0000	7	par unité de logement
Déchets ex-ville - La Baie	75,0000	7	par unité de logement
Déchets ex-ville - Laterrière	99,0000	7	par unité de logement
Déchets ex-ville - Canton	110,0000	7	par unité de logement
Déchets ex-ville - Lac-Kénogami	100,0000	7	par unité de logement
Déchets ex-ville - Shipshaw	100,0000	7	par unité de logement

1. Code : 1 - du 100 \$ d'évaluation

2 - du mètre carré

3 - du mètre linéaire

4 - tarif fixe (compensation)

5 - du 1 000 litres

6 - % de la valeur locative

7 - autres (préciser)

**QUESTIONNAIRE
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	OUI	NON	S.O.
1. Est-ce que le rapport financier est consolidé? Un rapport financier consolidé comprend la consolidation ligne par ligne des organismes contrôlés et des partenariats.	1 <input checked="" type="checkbox"/>	2 <input type="checkbox"/>	
Si oui, présentez-vous le budget consolidé?	3 <input checked="" type="checkbox"/>	4 <input type="checkbox"/>	
2. La municipalité a-t-elle versé des subventions en vertu de l'article 85.2 de la Loi sur l'aménagement et l'urbanisme (L.R.Q., c. A-19.1), d'une disposition équivalente de la charte de la municipalité ou de l'article 94.5 de la Loi sur la Société d'habitation du Québec (L.R.Q., c. S-8)?	5 <input checked="" type="checkbox"/>	6 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants suivants :			
a) le montant total versé en 2011	7	328 205 \$	
b) le solde estimatif au 31 décembre 2011 des engagements en vertu du règlement concerné	8		\$
3. La municipalité a-t-elle attribué des crédits de taxes ou d'autres formes d'aide financière en vertu des articles 92.1 à 92.7 de la Loi sur les compétences municipales (L.R.Q., c. C-47.1)?	9 <input type="checkbox"/>	10 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer les montants versés pour l'exercice :			
a) crédits de taxes	11		\$
b) autres formes d'aide	12		\$
4. La municipalité a-t-elle reçu du MAPAQ des remboursements de taxes de 2011 pour des exploitations agricoles enregistrées?	13 <input checked="" type="checkbox"/>	14 <input type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	15	663 383 \$	
5. La municipalité a-t-elle reçu des revenus de taxes provenant d'une centrale thermique?	16 <input type="checkbox"/>	17 <input checked="" type="checkbox"/>	
Si oui, indiquer le montant.	18		\$
6. Quelle est la population saisonnière de la municipalité, soit la population qui s'ajoute au nombre d'habitants établi par décret?	19		20 <input checked="" type="checkbox"/>

AUTRES DONNÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011

ORGANISME MUNICIPAL

Adresse 201, rue Racine Est , C.P. 8060
(no) (rue)
Chicoutimi (Québec) G7H 5B8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 698-3000 5302
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 541-5961
(ind. rég.) (numéro)

Courriel greffe@ville.saguenay.qc.ca

TRÉSORIER OU SECRÉTAIRE-TRÉSORIER

Nom Christine Tremblay ,CA

Téléphone (418) 698-3030 2104
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 698-3049
(ind. rég.) (numéro)

Courriel christine.tremblay@ville.saguenay.qc.ca

AUDITEUR INDÉPENDANT

Nom Mallette , SENCRL

Titre Comptables agréés

Adresse 198 , Racine Est , bureau 301, C.P. 8360
(no) (rue)
Chicoutimi (Québec) G7H 5G7
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 693-8888
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 693-9087
(ind. rég.) (numéro)

Courriel denis.maltais@mallette.ca

Responsable du dossier Paul Gilbert ,CA / Denis Maltais ,CA

VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL (s'il y a lieu)

Nom Rina Zampieri ,CA

Titre Vérificatrice générale

Adresse 201, rue Racine Est , C.P. 8060
(no) (rue)
Chicoutimi (Québec) G7H 5B8
(Municipalité) (Code postal)

Téléphone (418) 698-3002 6250
(ind. rég.) (numéro)

Télécopieur (418) 698-3004
(ind. rég.) (numéro)

Courriel rina.zampieri@ville.saguenay.qc.ca

TRANSMISSION ÉLECTRONIQUE DU RAPPORT FINANCIER CONSOLIDÉ

Je soussigné(e), _____, atteste que le rapport financier consolidé
 (Nom)
 de Saguenay pour l'exercice terminé le 31 décembre 2011, déposé lors
 (Nom de l'organisme)
 de la séance du conseil du _____, a été transmis de façon électronique au
 (Date)
 ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire le _____.
 (Date)

Cette transmission a été effectuée conformément à la procédure établie par le Ministère.

L'excédent (déficit) de l'exercice à la page S18 ligne 22 est de 22 145 061 \$

Le montant des revenus admissibles aux fins du calcul du taux global de taxation réel
 à la page S34 ligne 4 est de 133 237 718 \$

Signature _____ Date _____

Dernière modification : 2012-04-24 15:05:16

Réservé au ministère

709 635 620	22 145 061	133 237 718	1,464
-------------	------------	-------------	-------

RAPPORT FINANCIER 2011 - MUNICIPALITÉS LOCALES

Transmission électronique du document

- Rendez-vous, à partir de la table des matières, à la page S57 « Transmission électronique du rapport financier consolidé »;
- Assurez-vous que votre document est finalisé et valide; faites les corrections au besoin;
- Appuyez sur le bouton « Déposer »;
- Suivez les étapes à l'écran;
- Transmettez au ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire les versions « papier » dûment remplies et signées des documents suivants :
 1. Rapport du trésorier ou du secrétaire-trésorier sur le rapport financier consolidé (page S3);
 2. Rapport de l'auditeur indépendant sur les états financiers consolidés (page S6);
 3. Rapport du vérificateur général sur les états financiers consolidés (page S6.1);
(pour les municipalités de 100 000 habitants et plus et leurs sociétés de transport en commun)
 4. Rapport de l'auditeur indépendant ou du vérificateur général sur le taux global de taxation réel (page S31);
 5. Certificat sur la richesse foncière aux fins de la péréquation de 2013 (page S56);
(pour les municipalités qui reçoivent des revenus en vertu de l'article 222 LFM)
 6. Transmission électronique du rapport financier consolidé (page S57).

- L'envoi de ces documents doit être fait au :

Service de l'information financière et de la vérification

Ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire

10, rue Pierre-Olivier-Chauveau, 1^{er} étage

Québec (Québec) G1R 4J3

Vous n'avez pas à transmettre le formulaire du rapport financier version « papier ». Le ministère des Affaires municipales, des Régions et de l'Occupation du territoire considère comme officiel le document transmis électroniquement lorsque les documents « papier », spécifiés ci-dessus, sont reçus.

Attention

Avant d'envoyer les documents « papier » ci-haut mentionnés, veuillez vous assurer de la concordance des quatre (4) chiffres preuves et de la date et de l'heure de la dernière modification apparaissant dans le bas des pages, avec ceux du document financier électronique que vous allez transmettre. La validation de ces informations procure au Ministère l'assurance que la version électronique qu'il détient correspond à celle qui a fait l'objet de l'attestation. Veuillez vous référer à l'exemple ci-dessous pour en connaître la signification.

Exemple :

A) 7 200 000

B) 6 800 000

C) 6 500 000

D) 1,4444

A) Excédent (déficit) accumulé (page S20 ligne 23)

B) Excédent (déficit) de l'exercice (page S18 ligne 22)

C) Revenus admissibles TGT réel (page S34 ligne 4)

D) Taux global de taxation réel de 2011 (page S34 ligne 6)

Sommaire de l'information financière consolidée

Exercice terminé le 31 décembre 2011

Ce sommaire de l'information financière est extrait du rapport financier consolidé déposé au Conseil et attesté par le trésorier. Pour plus de détails, se référer à ce rapport financier consolidé.

Nom : Saguenay

**Affaires municipales,
Régions et Occupation
du territoire**

Québec 

**SOMMAIRE DES RÉSULTATS À DES FINS FISCALES CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

	Réalizations 2010		Budget 2011	Réalizations 2011		
	Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Organismes contrôlés	Total consolidé ¹	
Revenus						
Fonctionnement	1	265 854 457	266 641 736	285 384 245	22 407 325	296 034 388
Investissement	2	49 622 900	20 792 374	29 473 421	2 089 307	31 562 728
	3	315 477 357	287 434 110	314 857 666	24 496 632	327 597 116
Charges	4	271 163 350	281 200 166	294 240 833	22 968 404	305 452 055
Excédent (déficit) de l'exercice	5	44 314 007	6 233 944	20 616 833	1 528 228	22 145 061
Moins : revenus d'investissement	6 (	49 622 900)	(20 792 374)	(29 473 421)	(2 089 307)	(31 562 728)
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice avant conciliation à des fins fiscales	7	(5 308 893)	(14 558 430)	(8 856 588)	(561 079)	(9 417 667)
Éléments de conciliation à des fins fiscales						
Amortissement des immobilisations	8	30 890 706	29 463 558	34 084 861	2 730 635	36 815 496
Financement à long terme des activités de fonctionnement	9	1 689 500	7 430 200	6 238 997		6 238 997
Remboursement de la dette à long terme	10 (	29 868 449)	(31 342 775)	(31 286 771)	(1 570 885)	(32 857 656)
Affectations						
Activités d'investissement	11 (	2 540 957)	(1 000 000)	(3 739 628)	(6 920)	(3 746 548)
Excédent (déficit) accumulé	12	10 964 145	10 007 447	13 284 376	(273 802)	13 010 574
Autres éléments de conciliation	13	340 766		(422)	416 385	415 963
	14	11 475 711	14 558 430	18 581 413	1 295 413	19 876 826
Excédent (déficit) de fonctionnement de l'exercice à des fins fiscales	15	6 166 818		9 724 825	734 334	10 459 159

1. Le total consolidé exclut les opérations réciproques entre l'administration municipale et ses organismes contrôlés.

Extrait du rapport financier, pages S7 et S8

**SOMMAIRE DE LA SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2010	2011	2010	2010
		Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé	Total consolidé
Actifs financiers					
Débiteurs	1	102 315 705	101 225 648	112 368 393	113 463 466
Autres	2	2 665 250	2 120 117	10 184 800	9 491 448
	3	104 980 955	103 345 765	122 553 193	122 954 914
Passifs					
Dette à long terme	4	228 943 526	285 241 082	306 434 929	249 844 945
Passif au titre des avantages sociaux futurs	5	37 083 800	50 141 000	50 141 000	37 083 800
Autres	6	105 327 745	54 956 169	58 693 820	108 893 712
	7	371 355 071	390 338 251	415 269 749	395 822 457
Actifs financiers nets (dette nette)	8	(266 374 116)	(286 992 486)	(292 716 556)	(272 867 543)
Actifs non financiers					
Immobilisations	9	925 961 481	967 081 216	997 531 536	955 690 122
Autres	10	3 841 670	3 957 138	4 820 640	4 667 980
	11	929 803 151	971 038 354	1 002 352 176	960 358 102
Excédent (déficit) accumulé					
Excédent (déficit) de fonctionnement non affecté	12	6 186 328	9 795 803	10 291 069	6 639 426
Excédent de fonctionnement affecté, réserves financières et fonds réservés	13	4 126 319	4 381 250	9 417 364	8 453 406
Montant à pourvoir dans le futur	14 (	38 564 839 ) (	49 728 214 ) (	49 728 214 ) (	38 564 839)
Financement des investissements en cours	15	(28 936 943)	10 285 451	10 676 922	(28 837 414)
Investissement net dans les éléments à long terme	16	720 618 170	709 311 578	728 978 479	739 799 980
	17	663 429 035	684 045 868	709 635 620	687 490 559

Extrait du rapport financier, page S11 et S23-1

**DÉTAIL DE L'EXCÉDENT DE FONCTIONNEMENT AFFECTÉ, DES RÉSERVES FINANCIÈRES
ET DES FONDS RÉSERVÉS CONSOLIDÉS
AU 31 DÉCEMBRE 2011**

		2011	2010
Excédent de fonctionnement affecté - Administration municipale			
- Autre - Saguenay	18	2 000 000	1 000 000
-	19		
-	20		
-	21		
-	22		
-	23		
-	24		
-	25		
-	26		
	27	2 000 000	1 000 000
Excédent de fonctionnement affecté- Organismes contrôlés			
	28	1 972 012	1 713 188
	29	3 972 012	2 713 188
Réserves financières			
Fonds réservés	30	787 016	746 158
	31	4 658 336	4 994 060
	32	9 417 364	8 453 406

Extrait du rapport financier, page S23-1

**SOMMAIRE DES REVENUS CONSOLIDÉS
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Réalizations 2010	Budget 2011	Réalizations 2011	
		Administration municipale	Administration municipale	Administration municipale	Total consolidé
Fonctionnement					
Taxes	1	169 766 610	175 534 164	177 259 122	177 259 122
Paiements tenant lieu de taxes	2	20 939 335	21 037 002	21 468 883	21 468 883
Quotes-parts	3				
Transferts	4	14 845 028	11 045 766	15 494 519	18 501 410
Services rendus	5	42 341 285	44 227 567	49 480 394	54 015 328
Autres	6	17 962 199	14 797 237	21 681 327	24 789 645
	7	265 854 457	266 641 736	285 384 245	296 034 388
Investissement					
Taxes	8				
Quotes-parts	9				
Transferts	10	47 853 940	15 975 174	25 374 714	27 501 127
Autres	11	1 768 960	4 817 200	4 098 707	4 061 601
	12	49 622 900	20 792 374	29 473 421	31 562 728
	13	315 477 357	287 434 110	314 857 666	327 597 116

Extrait du rapport financier, page S7

**SOMMAIRE DES CHARGES CONSOLIDÉES
EXERCICE TERMINÉ LE 31 DÉCEMBRE 2011**

		Administration municipale				Données consolidées	
		Budget 2011	Réalizations 2011			Réalizations 2011	Réalizations 2010
		Sans ventilation de l'amortissement	Sans ventilation de l'amortissement	Ventilation de l'amortissement	Total		
Administration générale							
Évaluation	1	2 450 210	1 830 275	21 478	1 851 753	1 851 753	902 236
Autres	2	51 034 457	43 592 180	1 083 545	44 675 725	44 664 585	40 086 980
Sécurité publique							
Police	3	28 566 076	28 366 866	1 215 173	29 582 039	29 582 039	28 752 438
Sécurité incendie	4	12 578 514	12 136 406	661 136	12 797 542	12 797 542	11 595 569
Autres	5	954 506	842 304	14 297	856 601	856 601	894 047
Transport							
Réseau routier	6	26 155 293	27 476 816	10 860 392	38 337 208	38 337 208	36 935 489
Transport collectif	7	7 810 029	9 939 020	988 491	10 927 511	21 459 944	20 275 144
Autres	8						
Hygiène du milieu							
Eau et égout	9	17 713 404	17 705 753	11 145 199	28 850 952	28 850 952	25 896 172
Matières résiduelles	10	14 564 944	14 586 657	524 103	15 110 760	15 110 760	13 249 019
Autres	11	201 581	187 160	2 448	189 608	189 608	135 177
Santé et bien-être	12	1 350 000	1 232 232	99 043	1 331 275	1 331 275	1 271 952
Aménagement, urbanisme et développement							
Aménagement, urbanisme et zonage	13	8 164 322	8 850 295	283 252	9 133 547	9 133 547	9 022 506
Promotion et développement économique	14	9 488 071	10 069 887	466 887	10 536 774	10 621 962	11 645 730
Autres	15		4 227 940	333 264	4 561 204	4 561 204	3 463 512
Loisirs et culture	16	27 229 055	28 005 739	5 442 593	33 448 332	33 432 661	32 937 237
Réseau d'électricité	17	31 174 619	30 660 227	943 560	31 603 787	31 603 787	29 808 342
Frais de financement	18	12 301 527	20 446 215		20 446 215	21 066 627	16 481 562
Amortissement des immobilisations	19	29 463 558	34 084 861	(34 084 861)			
	20	281 200 166	294 240 833		294 240 833	305 452 055	283 353 112

Extrait du rapport financier, pages S28-1 à S28-3